



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization  
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture  
7, place de Fontenoy 75352 Paris 07 SP

## EVALUATION DES BESOINS D'APPUI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DU CAP VERT

"Les Institutions de formation des enseignants en Afrique sub-saharienne :  
Comment contribuer au renforcement de leurs capacités ?"

Réalisée sous la direction de Francisco K. Seddoh  
Directeur de l'Enseignement Supérieur

Coordination de Lucio Sia  
Spécialiste de Programme Formation des Enseignants  
Direction de l'Enseignement Supérieur (Unesco Paris)

### **RAPPORT DE MISSION** DU 03 AU 07 FEVRIER 2003 AU CAP VERT

Par Ansoumana SANE  
Consultant

DOCUMENT N°1

Février 2003

Les idées et les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de l'UNESCO et des Etats membres. Par ailleurs, elles n'impliquent aucun engagement de la part de l'Organisation.

## SOMMAIRE

	Page
Préface.....	3
Introduction.....	4
I - Description de la situation du pays.....	5
1.1 Organisation du système éducatif capverdien.....	5
1.2 Efforts du Gouvernement en matière de formation des enseignants : les principales réalisations de la décennie 1991-2001 et les perspectives pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement.....	7
II - Objectifs de la mission.....	14
III - Méthodologie.....	14
IV - Identification des besoins d'appui des Institutions de formation des enseignants.....	15
4.1 Programme des visites et rencontres.....	15
4.2 Projets identifiés.....	22
Conclusion.....	23

## PREFACE

Le rapport qui suit résulte d'une mission d'évaluation des besoins de soutien des Institutions de formation des enseignants du Cap Vert. Cette mission, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'appui du Département de l'Enseignement Supérieur de l'Unesco au renforcement des capacités des Institutions de formation des enseignants d'Afrique sub-saharienne, a eu lieu du 03 au 07 Février 2003.

La mise en œuvre de cette mission s'est opérée par une consultation avec l'ensemble des acteurs directement concernés : autorités administratives et politiques, enseignants, associations socioprofessionnelles d'enseignants, parents d'élèves, etc.

Le rapport se présente sous deux documents :

- le document n°1 : décrit l'objet de la mission et son déroulement (c'est le présent document) ;
- le document n°2 : présente l'analyse technique des projets identifiés ainsi que leurs coûts estimatifs.

L'organisation de la consultation a été telle que chacun des partenaires rencontrés a pu s'exprimer sans réticence et en toute liberté sur la situation actuelle de la formation des enseignants dans les Institutions spécialisées du Cap Vert. Ce qui a permis de déterminer, d'une part, les forces et les faiblesses de ces Institutions, d'autre part, les actions positives à prendre en compte pour améliorer les capacités de celles-ci.

Ce rigoureux travail a été suscité par le souci de disposer au niveau de l'Unesco de données suffisamment fiables susceptibles d'éclairer le choix des actions à même d'adapter et d'améliorer son appui, en lui faisant appréhender, à sa juste mesure, la situation réelle de ces Institutions et leurs projets de développement.

Le travail a été rendu possible grâce à la collaboration de Lucio SIA, Spécialiste du Programme Formation des enseignants de l'Enseignement Supérieur de l'Unesco, de Ansoumana SANE, Consultant de l'Unesco pour la mission, et de Claudine DUPRET, point focal national. Monsieur SIA a assuré l'organisation administrative de la mission et Madame DUPRET l'organisation matérielle locale. Monsieur SANE, quant à lui, est chargé de l'organisation méthodologique de l'évaluation, de la conception des instruments de collecte des informations, de l'enquête sur le terrain, de la mise en forme et l'analyse des données recueillies et, enfin, de la rédaction du présent rapport. Je les remercie tous pour leur si excellente collaboration.

J'associe à ces remerciements Armoogum PARSURAMEN, Directeur du Bureau Régional pour l'Education en Afrique de l'Unesco (BREDA) et Achille OLLOY Spécialiste du Programme Sciences au BREDA pour leur précieux concours dans la préparation administrative de la mission du Consultant Ansoumana SANE au Cap Vert et l'analyse documentaire, les autorités administratives et politiques, les enseignants, les associations socioprofessionnelles et les parents d'élèves du Cap Vert pour leur disponibilité et pour tout ce qu'ils ont eu à faire pour le bon déroulement de cette mission.

Fransisco SEDDOH  
Directeur HE/UNESCO

## Introduction

La formation des enseignants dans les pays d'Afrique fait de plus en plus l'objet d'une attention particulière de la part de la communauté internationale notamment de l'Unesco. En effet, il n'est plus aujourd'hui besoin de démontrer les rapports existant entre la qualité des produits du système éducatif et le niveau de développement économique et social d'un pays. De nombreuses études l'ont démontré. Il est aussi clair que cette qualité des produits d'un système éducatif est en corrélation positive avec la qualification des enseignants qui y exercent. C'est pourquoi le niveau de qualification des enseignants constitue un des facteurs les plus déterminants du succès de toute école, surtout dans un contexte qui se complexifie et rend de plus en plus nécessaire une préparation de la population, particulièrement la jeunesse, à ce que d'aucuns appellent la nouvelle « économie du savoir » en rapport avec les besoins de développement économique et social de tout pays. Les nombreuses innovations et réformes entreprises çà et là dans ce domaine dans différents pays l'illustrent bien.

S'interroger dans ce cadre sur les capacités des Institutions de formation des enseignants à répondre positivement à cette préoccupation ne peut que requérir une attention toute particulière de la part de tous ceux qui se soucient de la qualité de l'offre d'enseignement dans le monde en général, en Afrique en particulier. L'Unesco, en créant ce programme de la formation des enseignants, s'engage aux côtés des pays d'Afrique subsaharienne dans la recherche des solutions aux problèmes auxquels ces pays sont confrontés dans la construction d'une école plus juste dans l'accès à l'éducation des différentes catégories sociales des pays concernés. La qualité des enseignants, qui auront en responsabilité la mise en œuvre effective de ces nouveaux enjeux de l'école, constitue à l'évidence la garantie la plus sûre de la réussite des politiques éducatives des pays concernés. Aider ces pays à disposer des enseignants ayant assimilé les formations que réclament les nouvelles exigences de la société actuelle ne peut qu'être souhaité par tous les acteurs de l'école. Les compétences requises pour exercer un tel métier d'enseignant, qui se professionnalise de plus en plus, constituent des **invariants de la formation des enseignants** que les Instituts responsables se doivent de bien cerner :

- maîtrise des savoirs enseignés,
- connaissance des formés (enfants, adolescents, adultes),
- connaissance du système éducatif, de ses options et de son contexte,
- choix d'une pédagogie adaptée aux situations éducationnelles évolutives à vivre,

Dans cette perspective, il faudra donc être attentif à plusieurs dimensions de cette problématique :

- les formations qui conduisent au recrutement des enseignants et leur motivation,
- les différents modèles de formation et leur importance relative,
- les modèles de validation de la formation,
- les curricula et les programmes,
- les méthodes pédagogiques et les supports didactiques mobilisés,
- les conditions de travail,
- l'implication de tous les acteurs dans la gestion de la formation,
- etc.

Au regard du poids du contexte local dans les rapports entre les principaux acteurs de l'école dans la mise en œuvre de cette approche, il est important dans l'analyse de la situation et lors de la définition de toute stratégie d'intervention au niveau des Institutions de formation des enseignants (aptitude à communiquer, travail en équipe, maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication, développement de la formation continue, synergie des idées et des moyens, etc.). Cela ne doit pas perdre de vue le contexte pédagogique international, riche en enseignements sur le double plan des innovations et de la variété des systèmes éducatifs (échanges d'expériences).

Un autre domaine non moins important concerne la recherche dans la **formation des enseignants**. C'est, certes, une des questions les plus délicates à traiter car plusieurs problèmes s'inter-pénètrent comme les innovations pédagogiques et la formation par la recherche. Il est important d'analyser ce problème dans les établissements de formation.

C'est pour favoriser la prise en compte et la mise en œuvre de ces préoccupations au niveau des Institutions de formation des enseignants, particulièrement celles des pays d'Afrique subsaharienne confrontées à de nombreuses difficultés, que l'Unesco inscrit son présent programme.

## I. DESCRIPTION DE LA SITUATION DU PAYS

La République du Cap Vert est un pays insulaire. C'est un archipel constitué de dix (10) îles, dont l'une est inhabitée. Située à 650 km de la côte occidentale du Sénégal, elle a une superficie de 4.033 km<sup>2</sup> et un climat tropical chaud et sec qui se caractérise par une longue saison sèche et très peu de pluies. Sa population qui est de 432 000 habitants, soit une densité de 104 habitants/km<sup>2</sup>, est divisée en deux groupes :

- Le groupe de BARLAVENTO : São Vicente, Santo Antão, São Nicolau, sal, Boa Vista;
- Le groupe de SOTAVENTO: Santiago, Maio, Brava, Fogo.

Santiago est l'île la plus grande et la plus peuplée de l'archipel ; c'est elle qui abrite également la capitale du pays : Praia. 350 km environ sépare Praia de l'île la plus éloignée (Santo Antao). La distance de Praia à Mindelo (Sao Vicente), le port le plus actif et 2<sup>ème</sup> ville du pays, est d'environ 300 km.

Cette grande discontinuité géographique du pays joue un rôle fondamental sur son développement et son système éducatif. La langue officielle du pays est le Portugais.

Le relief très accidenté, la rareté des terres cultivables sont à l'origine de la dispersion de la population, particulièrement la population rurale. Cette configuration du pays retient l'attention des autorités politiques et éducatives pour la recherche d'une certaine équité dans l'organisation de la carte scolaire et d'un équilibre entre le niveau de la population et les potentialités de développement des différentes îles ou régions du pays.

### I.1 – Organisation du Système Educatif Capverdien

#### I.1.1 – Structure

Le système éducatif cap-verdien actuel est organisé autour de trois sous-systèmes : le préscolaire, le scolaire et l'extrascolaire. Le sous-système scolaire comprend les quatre niveaux suivants : l'enseignement de base, l'enseignement secondaire, l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur. La durée de la scolarité et l'âge théorique requis pour chacun de ces sous-systèmes sont indiqués dans le tableau n°1.

Tableau n°1 : Organisation du système éducatif cap-verdien

N°	Niveaux d'enseignement	Durée de la scolarité	Age requis
1	Education Pré-scolaire	3 ans	3 à 6 ans
2	Education Scolaire :		
	Enseignement de base	6 ans	7 à 12 ans
	Enseignement Secondaire :		
	1 <sup>er</sup> cycle	2 ans	13 à 14 ans
	2 <sup>nd</sup> cycle	2 ans	15 à 16 ans
	3 <sup>eme</sup> cycle	2 ans	17 à 18 ans
3	Enseignement Moyen Professionnel	4 ans	16 à 19 ans
4	Enseignement Supérieur :		
	Universitaire	12 ans	Après l'Enseignement Secondaire
	Polytechnique		Après l'Enseignement Secondaire

NB : Le sous-système extra-scolaire s'occupe de l'alphabétisation et de la formation des adultes.

## I.1.2 – Population scolaire

Le Cap Vert, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne, déploie d'importants efforts pour faire face au besoin de développement de son système éducatif. Ces efforts se sont traduits concrètement par un accroissement assez significatif des enfants scolarisés depuis l'accession du pays à la souveraineté internationale (1975). Les résultats suivants en témoignent. Entre 1991 et 2001, les effectifs des enfants scolarisés sont passés de 92 111 à 155 626, soit un accroissement d'environ 41% (tableau n°2). Entre 1998 et 2001, la population scolarisée est passée de 142 415 à 155 626, soit un accroissement d'environ 8.5%.

En 2000/01, sur un effectif global de 155 626 inscrits dans le système éducatif, environ 13% fréquentaient l'Education Préscolaire, 58% l'enseignement de base, 28% l'enseignement secondaire, 1% l'enseignement post-secondaire (enseignement moyen et enseignement supérieur). Sur les 1% du post-secondaire, près de 60.5% étudient dans les Instituts de formation des enseignants pour l'enseignement de base et le secondaire.

Tableau n°2 : Effectifs de la population scolaire par niveau

Niveaux d'enseignement	1990/91	1997/98	2000/01
Préscolaire	12464	18227	19801
Enseignement de Base	69823	91777	90640
Enseignement Secondaire	-	-	-
- Général	8687	30166	42353
- Technique	899	1436	1031
Enseignement Moyen et Supérieur			
- Formation des Professeurs de l'Enseignement de Base	138	496	582
- Formation des Professeurs de l'Enseignement Secondaire	100	313	507
- Autres Coursus	-	232	712
Total	92111	142415	155626

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Éducation et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME F)

Remarque :

Cette expansion quantitative de l'enseignement s'est accompagnée de phénomènes inquiétants sur le plan qualitatif. En effet, nous avons pu relever les observations suivantes. Dans l'enseignement secondaire, on peut noter la prégnance de l'enseignement général sur l'enseignement technique et professionnel :

- En 1990/91, sur les 9586 étudiants, 8687 fréquentent l'enseignement général contre 899 pour l'enseignement technique (soit moins de 9.5%) ;
- En 1997/98, sur les 31602 étudiants, 30166 fréquentent l'enseignement général et 1436 l'enseignement technique (soit environ 4.5%) ;
- En 2000/01, sur les 43384 étudiants, 42353 fréquentent l'enseignement général et 1031 l'enseignement technique (soit moins de 2.5%).

Pour cette même période, on relève dans le tableau n°2 que la population scolaire est passée entre 1990/91 et 2000/01 de 8687 à 42353 pour l'enseignement général, soit une augmentation de 79.49% ; de 899 à 1031 pour l'enseignement technique, soit une augmentation de 12.80%. En dix ans, l'enseignement général a vu ses effectifs presque quintuplés alors que ceux de l'enseignement technique et professionnel semblent stagner. Nonobstant cette situation, un tel effort dans la scolarisation, pour être en phase avec les besoins d'acteurs susceptibles de promouvoir le développement économique et social du pays, suppose un encadrement solide en enseignants qualifiés. Qu'en est-il exactement ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser dans le paragraphe qui suit.

### I.1.3 – Population enseignante

Tableau n°3 : Evolution des effectifs enseignants par niveau et par catégorie de qualification

Niveaux	Effectifs des enseignants	1990/91	1997/98	2000/01
Précolaire	Total	-	617	799
	Qualifiés	-	1.3%	.5%
	Formation insuffisante	-	-	5%
	Sans formation	-	-	90%
Enseignement de base	Total	2186	3219	3214
	Qualifiés	20.5%	23.2%	36.3%
	Formation insuffisante	-	-	33.4%
	Sans formation	-	-	30.3%
Enseignement Secondaire	Total	364	1372	1818
	Qualifiés	65%	63%	58.6%
	Formation insuffisante	-	-	15.9%
	Sans formation	-	-	25.5%

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME F)

Si le nombre total des enseignants a augmenté, cet accroissement des effectifs reste très inférieur aux besoins en enseignants qualifiés. Bien que le nombre des enseignants de base se soit accru en valeur absolue entre 1991 et 1998 avant de baisser légèrement en 2001, il a cependant diminué sensiblement par rapport à celui de l'ensemble des enseignants.

En raison de l'augmentation massive des effectifs scolarisés et de la baisse corrélative du nombre d'enseignants qualifiés (notamment au préscolaire et au secondaire), on s'achemine vers une baisse du niveau d'enseignement si des mesures appropriées ne sont pas prises dès à présent. La situation devient préoccupante quand on observe que l'accroissement des effectifs se fait dans des structures n'évoluant pas proportionnellement et entraîne le recrutement d'enseignants non qualifiés. Il paraît alors difficile, dans de telles conditions, de parler de progrès réel de la scolarisation. En effet, nul n'ignore que confier des élèves à un maître formé ou à un maître non formé, pratiquer un enseignement livresque ou utiliser les méthodes actives et les technologies nouvelles, scolariser 100 enfants dans une seule salle de classe ou dans deux classes parallèles, mélanger les plus jeunes et les plus âgés ou constituer des classes homogènes sont des actions dont les résultats ne peuvent être identiques.

## I.2 – Efforts du Gouvernement en matière de formation des enseignants : les principales réalisations de la décennie 1991 – 2001 et les perspectives pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement

### I.2.1 – Bilan

Au moment où cette mission s'effectue, le Cap Vert a engagé une réflexion approfondie, avec une volonté jamais égalée, de réformer son système éducatif, de manière à le mettre en phase avec ses ambitions légitimes de développement économique, social et culturel. Dans ce cadre, le processus de mise en place d'un plan stratégique pour le développement de l'éducation et la formation technique et professionnelle engagé depuis juin 2002 et qui se poursuit encore constitue un événement majeur dans l'histoire du système éducatif cap-verdien. En effet, la concertation en cours avec tous les partenaires du corps social pour la définition de ce plan stratégique a été une initiative sans précédent dans le pays.

Le système éducatif cap-verdien semble ainsi s'orienter vers une nouvelle réforme marquée par l'élargissement voire la diversification progressive du cadre de référence initiale des premières années de son accès à la souveraineté internationale. Parmi les axes prioritaires de cette réforme, il y a celui de l'amélioration de la qualité

de l'enseignement qui, elle-même est liée à la qualification des enseignants ; celle-ci semble jusqu'ici peu satisfaisante et constitue une des contraintes majeures de l'offre de formation actuelle.

En effet, l'analyse des niveaux de qualification des enseignants en activité montre qu'au niveau du préscolaire, par exemple, la majorité des enseignants n'a pas la formation adéquate (presque la totalité des enseignants ont une formation inférieure ou égale à la sixième année de l'enseignement secondaire) : 1.3% d'enseignants qualifiés en 1997/98 contre .5% en 2000/2001. Cette faiblesse du niveau de qualification a sans nul doute des répercussions sur les résultats du préscolaire et, partant, sur la formation de la majorité des élèves dans les classes supérieures.

La situation paraît cependant moins préoccupante pour les niveaux supérieurs où le Gouvernement a déployé des efforts considérables, même si ceux-ci sont encore loin de satisfaire les besoins en enseignants qualifiés. En effet, pour faire face à l'augmentation de la population scolaire, on peut relever une hausse du nombre d'enseignants et d'espaces éducatifs. Entre 1991 et 2001 (tableau n°3), le nombre d'enseignants est passé de 2186 à 3214 dans l'enseignement de base et les enseignants qualifiés pour cette même période sont passés de 20.5% à 36.3%. Dans l'enseignement secondaire, la population enseignante a évolué pour cette même période de 364 à 1818 enseignants ; toutefois, on observe une légère baisse des enseignants qualifiés : de 65% à 58.6% (tableau n°3). Malgré cet effort dans le recrutement, la baisse du niveau de qualification des enseignants n'est pas sans conséquence sur la qualité de l'enseignement et donc des produits de l'école.

#### ◆ Quelques indicateurs de performance

De 1991 à 2001, les capacités d'accueil dans le Préscolaire ont été sensiblement augmentées. Le nombre d'écoles est près du double (tableau n°4).

Tableau n°4 : Evolution des infrastructures scolaires

Niveaux	Infrastructures	1990/91	1997/98	2000/01
Préscolaire	Nombre d'écoles	203	313	384
	Nombre de salles de classe	-	-	636
Enseignement de base	Nombre d'écoles	370	407	420
	Nombre de salles de classe	1155	1702	1796
Enseignement Secondaire	Nombre d'écoles	8	24	33
	Nombre de salles de classe	145	499	654

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME F)

Le taux de scolarisation dans le préscolaire semble encore faible car il est d'environ 55.1% en 2000/01 (tableau n°5), avec un indice de parité Fille/Garçon égal à 1 en moyenne, même s'il est important de reconnaître que celui-ci est de loin inférieur dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne (environ 2.5%). D'un Conseil à l'autre, ce taux varie énormément comme en atteste le tableau n°6. Le Conseil de Boa Vista a le taux le plus élevé (91.4%) tandis que le bas faible est enregistré à Santa Catarina (39.7%). C'est dans l'enseignement de base où le taux de scolarisation est le plus élevé avec une moyenne nationale de 117.1% et un indice de parité Fille/Garçon de l'ordre de .96%. Ce taux varie cependant suivant les Conseils, même s'il reste partout supérieur à 100. C'est dans le Conseil de Sao Domingos où il est le plus fort (130.4%), contre Mosteiros (111.3%). Pour ce sous-système, les constructions d'écoles sont passées de 370 en 1991 à 420 en 2001 et le nombre de salles de classe de 1155 à 1796 pour la même période (tableau n°4).

Dans l'enseignement secondaire, les effectifs des élèves ont connu une croissance de 9586 à 43384 entre 1991 et 2001, avec un taux de scolarisation en 2001 de l'ordre de 64.2% au niveau national. Dans les Conseils<sup>1</sup>, il varie entre 80.5% (à Praia) et 33.5% (à Sao Miguel). Le nombre d'écoles construites (tableau n°4) est passé de 8

<sup>1</sup> Les conseils sont des municipalités ; il y en a 17 au total sur l'ensemble du pays (voir tableau n°6 pour leur identification).

à 33 (soit plus de quadruple) alors les salles de cours sont passées de 145 à 654 (soit ici aussi une croissance de plus de 4.5 fois).

Tableau n°5 : Taux de scolarisation au titre de l'année 2000/01 au niveau national

Description	Précolaire	Enseignement de Base	Enseignement secondaire
Taux brut	55.1%	117.1%	64.2%
Taux réel	52.5%	96%	54.6%
Taux de scolarisation pour les 5 ans	63.8%	-	-
Taux de scolarisation pour les 4 ans	70.5%	-	-
Taux apparent d'admission	-	104.8%	83.8%
Taux de transition entre E.Base et E.Second.	-	70%	-
Taux de transition entre 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> cycles	-	-	61%
Taux de transition entre 2 <sup>nd</sup> et 3 <sup>eme</sup> cycles	-	-	64%
Taux de promotion	-	85.7%	67%
Taux de redoublement	-	12%	22%
Taux d'abandon	-	2.4%	11%

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEUF)

Les redoublants représentent en moyenne 12% des effectifs dans l'enseignement de base et 22% dans le Secondaire en 2000/01 (tableau n°5). Le taux de promotion est de 85.7% dans l'enseignement de base et de 67% dans le Secondaire (tableau n°5). Globalement, le taux d'abandon se situe à 2.4% pour l'enseignement de base et à 11% pour l'enseignement secondaire (tableau n°5).

Tableau n°6 : Taux de scolarisation en 2000/01 par Conseil

Conseils	Taux Bruts de Scolarisation		
	Précolaire	Enseignement de Base	Enseignement secondaire
Boa Vista	91.4	118.5	77
Sal	87.5	119.4	66.8
Maio	77.3	117.1	55.1
S. Domingos	71.5	130.4	61.7
S. Miguel	66.8	113.7	33.5
Brava	65.6	120.5	44.6
Praia	63.2	116.8	80.5
S. Nicolau	60.2	115.6	47.5
S. Vicente	56.7	118.7	73.1
S. Filipe	51.8	118.2	46.7
Mosteiros	50.5	111.3	47.4
Porto Novo	49.4	116	51.8
Santa Cruz	45.6	116.4	48.5
Ribeira Grande	53.4	117.5	67.8
Tarrafal	42.9	113.2	68.4
Paul	42.3	122.5	40.1
Santa Catarina	39.7	114.6	64.4
Total du Pays	55.1	117.1	64.2

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEUF)

Le taux d'encadrement est assez acceptable ; le ratio élèves/maitre est, à tous les niveaux d'enseignement (Précolaire, E.Base, E. Secondaire) inférieur à 30 (tableau n°7). Même si les données officielles actuelles à notre disposition ne permettent de conclure à une tendance à la féminisation du corps enseignant, force est de constater aujourd'hui la forte prégnance des femmes dans le préscolaire et l'enseignement de base (respectivement 98% et 63.9% : tableau n°8). Le ratio élèves/classe est de 31 pour le préscolaire, 50 pour l'enseignement de base et 67 pour l'enseignement secondaire. Cependant cette situation n'est pas partagée pour tous les Conseils comme le montrent les tableaux n°9 à n°11.

Tableau n°7 : Indicateurs d'encadrement et d'occupation au titre de l'année 2000/01 au niveau national

Description	Précolaire	Enseignement de Base	Enseignement secondaire
Ratio élèves/maitre	25	28	25
Ratio élèves/classe	31	50	67

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEf)

Tableau n°8 : Distribution des enseignants selon le sexe au titre de l'année 2000/01 au niveau national

Description	Précolaire	Enseignement de Base	Enseignement secondaire
- Femme	98%	63.9%	40%
- Homme	2%	36.1%	60%

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEf)

Tableau n°9 : Ressources disponibles au Précolaire

Conseils	Effectifs enfants	Catégorie du Personnel d'encadrement				Installations		
		Educateurs	Moniteurs	C.Orientation	Total	Nombre de Jardins		Nombre de salles
						Adéquates	Inadéquates	
Boa Vista	233	0	0	15	15	9	0	12
Sal	830	0	2	19	21	7	0	18
Maio	388	1	0	20	21	11	0	15
S. Domingos	912	0	0	39	39	21	6	30
S. Miguel	1151	0	1	43	44	14	8	31
Brava	371	0	0	25	25	6	6	22
Praia	5337	1	24	181	206	55	17	173
S. Nicolau	585	1	2	19	22	9	1	21
S. Vicente	2408	2	14	62	78	15	7	67
S. Filipe	1237	0	5	52	57	16	10	45
Mosteiros	432	0	0	17	17	6	4	11
Porto Novo	690	0	2	19	21	9	2	21
Santa Cruz	1487	0	1	68	69	15	30	53
Ribeira Grande	695	0	0	33	33	22	0	24
Tarráfal	759	0	0	38	38	10	6	20
Paul	265	0	0	13	13	8	0	9
Santa Catarina	2021	0	1	79	80	21	33	64
Total du Pays	19801	5	52	742	799	254	130	636

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEf)

Tableau n°10 : Ressources disponibles dans l'Enseignement de Base

Conseils	Effectifs enfants	Personnel d'encadrement par niveau de qualification				Installations		
		Suffisante	Insuffisante	Sans formation	Total	Nombre d'écoles		Nombre de salles
						Ecoles	Classes	
Boa Vista	640	9	21	5	35	7	35	20
Sal	2636	34	41	14	89	6	89	56
Maio	1504	14	28	15	57	12	57	34
S. Domingos	3400	17	41	75	133	25	133	76
S. Miguel	3803	16	39	80	135	18	135	71
Brava	1318	14	25	25	64	11	64	37
Praia	20730	326	167	136	629	51	629	339
S. Nicolau	2754	45	32	35	112	21	112	72
S. Vicente	11933	302	88	1	391	34	391	213
S. Filipe	6181	54	114	81	249	33	249	147
Mosteiros	1965	7	44	21	72	11	72	43
Porto Novo	3680	35	65	58	158	27	158	88
Santa Cruz	8337	44	133	119	296	36	296	148
Ribeira Grande	4276	82	51	45	178	31	178	103
Tarrafal	4038	17	54	74	145	25	145	80
Paul	1962	30	20	26	76	18	76	50
Santa Catarina	11483	120	111	164	395	54	395	219
Total du Pays	90640	1166	1074	974	3214	420	3214	1796

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEF)

Tableau n°11 : Ressources disponibles dans l'Enseignement Secondaire

Conseils	Effectifs élèves	Personnel d'encadrement par niveau de qualification				Installations		
		Suffisante (%)	Insuffisante (%)	Sans formation (%)	Effectif total	Nombre d'établiss.		Nombre de salles
						Ecoles	Classes	
Boa Vista	471	42	29	29	18	15	15	11
Sal	1375	63	15	22	58	40	40	21
Maio	602	49	7	44	24	15	15	9
S. Domingos	1401	42	21	37	57	36	36	13
S. Miguel	816	42	6	52	40	24	24	14
Brava	485	52	5	43	33	20	20	12
Praia	13294	64	24	12	568	360	360	195
S. Nicolau	931	58	3	39	47	29	29	18
S. Vicente	7713	70	13	17	362	206	206	129
S. Filipe	2272	40	11	49	101	63	63	34
Mosteiros	703	52	8	40	26	20	20	10
Porto Novo	1379	37	43	20	52	36	36	19
Santa Cruz	2638	42	9	49	69	67	67	30
Ribeira Grande	2262	62	6	32	98	62	62	32
Tarrafal	1869	62	11	27	66	50	50	29
Paul	513	41	11	48	26	16	16	8
Santa Catarina	4993	57	12	31	173	145	145	70
Total du Pays	43717	58	26	16	1818	1204	1204	654

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROMEF)

## I.2.2 – Perspectives pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement

Au regard des résultats qui viennent d'être esquissés, l'urgente nécessité d'améliorer la qualité de l'offre d'éducation et de formation et d'équité de la carte scolaire a amené les autorités du Cap Vert à faire de la valorisation scientifique et professionnelle de la fonction enseignante un des axes prioritaires du programme gouvernemental pour la prochaine décennie. Cela implique naturellement que des efforts soient entrepris notamment pour la rénovation des Institutions et des systèmes de formation des enseignants (formation initiale, perfectionnement, formation continue, recherche, etc.) qui ont en charge la mise en œuvre de tels programmes.

Ce programme gouvernemental de rénovation des Institutions et systèmes de formation des enseignants, tout en tirant les leçons du processus de formation emprunté jusque là, entend prendre en compte les mutations intervenues dans l'environnement interne et externe du système éducatif : les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les possibilités d'explorer d'autres modèles de formation susceptibles de favoriser l'obtention d'enseignants qualifiés en nombre suffisant et dans un délai plus réduit.

Un autre élément non moins important de ce programme est le souci manifeste des autorités de créer les synergies (entre les différentes Institutions de formation des enseignants) indispensables au développement global harmonieux du système éducatif et de l'efficacité du produit éducatif. C'est ce qui justifie cette approche systémique, observée tout au long des différentes rencontres, qui cherche une meilleure articulation des différents sous-secteurs avec l'objectif de mieux gérer leurs interfaces. Ses objectifs reposent sur différents axes parmi lesquels (tableaux n°12 à n°14) :

- l'élargissement de l'accès à l'éducation aux adultes, aux analphabètes, aux handicapés, à tous les jeunes quelle que soit la région et à la formation en matière de compétences utiles à la vie ;
- la consolidation des capacités à dispenser une éducation pertinente à tous les niveaux sur l'ensemble de l'archipel ;
- la création de conditions pour une coordination efficace des politiques et programmes d'éducation ;
- la rationalisation de la mobilisation et de l'utilisation des ressources humaines et matérielles.

Tableau n°12 : Synthèse des besoins en personnel enseignant du Préscolaire : perspectives 2010

Conseils	Salles de classe		Enseignants		Besoins en formation des enseignants	
	Existantes	Nécessaires	Existantes	Nécessaires	Formation initiale	Formation complémentaire
Ribeira Grande	24	33	33	33	12	21
Paul	9	13	13	13	5	8
Porto Novo	21	32	21	32	16	16
Sao Vicente	67	98	78	98	29	53
Sao Nicolau	21	23	22	23	9	14
Sal	19	28	21	28	12	14
Boa Vista	12	13	15	13	6	8
Maio	15	17	21	20	6	14
Praia	173	223	206	223	72	126
Saint Domingos	30	30	39	30	10	20
Santa Cruz	53	80	69	80	35	45
Santa Catarina	64	123	80	123	62	61
S. Miguel	31	39	44	39	14	25
Tarrafal	20	40	38	60	31	29
S. Filipe	45	47	57	47	16	31
Mosteiros	11	17	17	17	7	10
Brava	22	14	25	14	5	11
Total	637	870	799	893	347	506

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME F)

Tableau n°13 : Synthèse des besoins en personnel enseignant de l'Enseignement de Base : perspectives 2010

Conseils	Salles de classe		Enseignants		Besoins en formation des enseignants	
	Existantes	Nécessaires	Existantes	Nécessaires	Formation initiale	Formation complémentaire
Ribeira Grande	103	82	178	164	31	51
Paul	42	38	76	77	27	20
Porto Novo	88	76	158	151	51	65
Sao Vicente	213	208	391	415	53	60
Sao Nicolau	72	48	112	96	19	32
Sal	57	52	89	104	29	41
Boa Vista	20	17	35	34	4	21
Maio	34	35	57	69	27	28
Praia	330	332	629	664	171	167
Saint Domingos	76	53	133	106	48	41
Santa Cruz	148	152	296	305	128	133
Santa Catarina	219	208	395	415	184	111
S. Miguel	71	64	135	127	72	39
Tarrafal	80	83	145	165	74	54
S. Filipe	147	114	249	227	59	114
Mosteiros	43	39	72	77	26	44
Brava	37	21	64	42	8	25
Total	1780	1622	3214	3238	1011	1046

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME)F

Tableau n°14 : Synthèse des besoins en personnel enseignant du Secondaire : perspectives 2010

Conseils	Salles de classe		Enseignants		Besoins en formation des enseignants	
	Existantes	Nécessaires	Existantes	Nécessaires	Formation initiale	Formation complémentaire
Ribeira Grande	32	49	98	129	64	3
Paul	8	18	26	54	40	3
Porto Novo	19	36	52	105	62	23
Sao Vicente	129	130	362	397	93	53
Sao Nicolau	18	23	47	61	32	1
Sal	21	32	59	87	42	9
Boa Vista	11	11	18	28	15	5
Maio	9	16	25	49	35	2
Praia	195	240	568	738	242	134
Saint Domingos	13	33	58	99	62	12
Santa Cruz	30	79	69	237	202	6
Santa Catarina	70	112	173	343	227	19
S. Miguel	14	34	40	101	82	2
Tarrafal	298	44	66	133	84	7
S. Filipe	34	56	101	169	117	12
Mosteiros	10	19	26	56	41	2
Brava	12	12	33	33	11	1
Total	923	944	1821	2819	1451	294

Source : Documents préparatoires du Plan stratégique pour l'Education et la Formation Professionnelle (Juin, 2002 ; Septembre 2002 ; Décembre 2002 – MEVRH/PROME)F

## II – OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission avait un triple objectif :

- Visiter les Institutions de formation d'enseignants sélectionnées comme les plus importantes du pays et s'entretenir avec les différents partenaires (Ministères, Chefs de Services, Directeurs, enseignants, associations socioprofessionnelles d'enseignants, ONG, OIG, etc.) sur la problématique de la formation des enseignants (contraintes et succès) afin d'en identifier les insuffisances et les perspectives significatives.
- Identifier les besoins de ces Institutions pour lesquels des actions urgentes seraient nécessaires et faire des recommandations sur ceux susceptibles de recevoir un appui de la part du programme ordinaire de l'Unesco au titre du biennium 2002/2003 et, éventuellement, esquisser quelques orientations pour la préparation des projets extrabudgétaires pour le renforcement de leurs capacités ;
- Engager une discussion approfondie avec les chefs de ces Institutions, les autorités ministérielles et le point focal national pour s'assurer que ces recommandations ne sont pas en contradiction avec les orientations politiques nationales.

## III - METHODOLOGIE

Au départ, nous nous sommes proposés de mener le travail demandé suivant trois approches complémentaires : une enquête quantitative par questionnaire anonyme, une enquête documentaire et une enquête qualitative par des entretiens directs avec chacun des principaux partenaires. Il a fallu pour cela identifier et échantillonner les populations-cibles : les Directeurs des Institutions de formation des enseignants, les enseignants, les syndicats d'enseignants, les associations de parents d'élèves, les autorités politiques et éducatives (ministres, directeurs ou chefs de services nationaux, etc.). Pour des raisons de temps, l'enquête par questionnaire ne devait concerner que les Directeurs des Institutions de formation, les enseignants formateurs de formateurs dans ces Institutions et les représentants de syndicats d'enseignants, soit au total trois types de questionnaire. L'enquête qualitative (avec un guide d'entretien pour chaque catégorie des populations-cibles) toucherait tous les partenaires internes et externes des Institutions, y compris ceux qui auront répondu au questionnaire (Directeurs, enseignants et syndicats).

Les deux instruments de collecte des informations (questionnaire et guide d'entretien) étaient conçus de manière complémentaire. En plus, des dispositions avaient été prises pour faire en sorte que l'enquêté qui, pour des raisons diverses, ne serait pas en mesure de répondre au questionnaire, sera sollicité à donner son avis et suggestions au travers l'entretien direct.

Pour s'assurer de leur pertinence et de leur validité métrologique, ces instruments ont été conçus et testés auprès d'équipes pluridisciplinaires constituées de Directeurs d'Institutions de formation d'enseignants, de formateurs de formateurs, de syndicalistes non concernés directement par la présente étude.

Le traitement statistique des données collectées par le questionnaire devait se faire à partir du logiciel SPSS 10.0.

Le Point focal national avait été choisi pour les phases de sensibilisation, d'administration et de récolte des réponses au questionnaire avant l'enquête qualitative et documentaire prévue du 03 au 07 Février 2003. Mais des malentendus entre le concepteur (consultant) et le Point focal national sur la duplication des trois types de questionnaire élaborés (questionnaire pour les Directeurs des Institutions de formation des enseignants, questionnaire pour les formateurs de formateurs dans ces Institutions, questionnaire pour les syndicats d'enseignants) et sur la procédure d'administration (en raison de leur caractère anonyme) n'ont pas permis de réaliser l'enquête par questionnaire comme souhaité. C'est donc finalement l'enquête qualitative et la recherche documentaire qui ont été mises en œuvre. Les résultats présentés émanent de la combinaison de ces deux procédures.

## **IV – IDENTIFICATION DES BESOINS D'APPUI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS DE FORMATION DES ENSEIGNANTS**

Le travail d'analyse des besoins s'appuie sur divers documents officiels obtenus des services centraux et décentralisés du Ministère de l'Education et des établissements scolaires. Parallèlement à l'analyse documentaire, divers entretiens et visites de terrain ont été organisés pour mieux nous pénétrer des réalités locales dans la perspective d'identifier les besoins réels de renforcement des capacités des Institutions de formation des enseignants pour lesquels un appui de l'Unesco sera nécessaire. Le programme de ces visites et rencontres a été mis en œuvre comme suit.

### **IV.1 – Programme des visites et rencontres**

#### **Lundi 03 Février 2003**

12h55 : Arrivée à l'aéroport de Praia et accueil par Mme DUPRET, Directrice de la Radio et des Nouvelles Technologies Educatives au Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines - Installation à l'hôtel Marisol

15h – 15h45 : Séance de travail avec Mme DUPRET à la Direction de la Radio et des Nouvelles Technologies Educatives (Point focal national)

- Echange sur l'objet de la mission
- Information sur les contacts pris et sur la programmation des visites et rencontres avec les structures officielles, les Institutions de formation des enseignants, les associations professionnelles, les ONG, les IGOS, etc.

16h – 16h45 : Visite à la Commission Nationale pour l'Unesco

- Rencontre avec Mme Ivete MORAIS et M. Bruno SOUMA : échange sur l'objet de la mission et recueil des observations sur la situation de la formation des enseignants au Cap Vert : Constat de déficit en enseignants qualifiés, particulièrement au niveau de l'enseignement de base où le phénomène s'aggrave de jour en jour avec la fuite des enseignants de ce niveau vers les niveaux supérieurs dès qu'ils ont l'opportunité de bénéficier d'une formation complémentaire dans les Institutions de formation des enseignants.

17h – 18h : Séance de travail avec Mme DUPRET (Point focal national) : Point sur la recherche documentaire et la ventilation des questionnaires d'enquête

#### **Mardi 04 Février 2003**

9h – 9h45 : Rencontre avec Mme Elizabeth Coutinho, Chef du Bureau des Etudes du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines

- Echange sur l'objet de la mission ;
- Rappel de la Directrice sur la priorité que constitue la formation des enseignants pour le Gouvernement et du souhait ardent de voir l'Unesco accompagner cette politique ; ce souhait se justifie par le fait que le modèle classique actuel de formation des enseignants semble s'essouffler face à la demande d'enseignants qualifiés, elle-même liée à l'évolution démographique des enfants scolarisables à tous les niveaux du système éducatif. La recherche de modèle alternatif est actuellement sérieusement envisagé, non seulement pour disposer d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans un bref délai, mais aussi et surtout pour avoir une équité dans l'offre de formation à toutes les régions. Dans ce sens, le projet de formation à distance par la création de centre de ressources dans les Institutions de formation des enseignants est actuellement à

l'étude. Il conviendrait de se rapprocher de ces Institutions pour voir concrètement les besoins spécifiques et les projets d'accompagnement nécessaires. En tout état de cause, ces Institutions ont l'autonomie requise pour présenter leurs besoins réels et leurs priorités spécifiques pour lesquelles un appui de l'Unesco serait attendu à terme. Les centres de ressources sont envisagés dans une perspective d'intégration pour éviter toute concurrence néfaste au système éducatif.

Bref analyse du système éducatif : en indiquant les progrès accomplis dans la dernière décennie et les asymétries régionales (équité).

10h – 11h15 : Visite de l'Ecole de formation des enseignants de Praia (Institut Pédagogique)

- Rencontre avec Mme Filomena Oliveira Directrice de l'Ecole et échange sur l'objet de la mission : informations sur les missions de l'école, l'organisation de la formation, les contraintes actuelles et les projets élaborés et en cours d'élaboration pour renforcer la capacité d'action en matière de formation des enseignants : rénover et/ou renforcer les différents départements en équipements didactiques pour la formation initiale et mettre en place un centre de ressources pour la formation continue des formateurs. Les projets spécifiques prioritaires pour lesquels un appui de l'Unesco est sollicité seront transmis au point focal dans la journée du Mercredi 05 Février 2003. Compte tenu de la période chargée, les questionnaires ne sont pas encore remplis; les réponses seront renvoyées au point focal dès que possible. Le projet pour lequel un appui de l'Unesco est vivement attendu est la formation continue des enseignants en exercice
- Visite des locaux et entretien avec les formateurs trouvés sur place

11h30 – 13h20 : Visite de l'Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)

- Rencontre avec Mme Cândida Gonçalves, Présidente de l'ISEP et Mme Adriana Carvalho Responsable pour la coopération et Projets : information et échange sur l'objet de la mission ; briefing sur la mission de l'école, son organisation administrative et pédagogique ; rappel de quelques projets initiés comme le projet de microscience pour appuyer l'enseignement de la chimie et de la biologie en relation avec le Bureau Régional de l'Unesco à Dakar (BREDA), le projet de création d'un centre de ressources pour renforcer et améliorer la formation initiale, le projet de création d'un centre de recherche en faveur des formateurs de formateurs de l'école. Il y a aussi d'autres projets comme l'organisation d'olympiades de chimie et d'olympiades de mathématiques dont l'objectif est de stimuler la motivation des étudiants et des élèves pour ces disciplines. Dans le même souci de renforcement de la capacité d'action de l'école, l'urgence se situerait au niveau des quatre projets suivants (présentés suivant un ordre de priorité décroissant) :
  - a) le projet de renforcement de la bibliothèque de l'école en ouvrages pédagogiques et en équipement de gestion ;
  - b) le projet de formation continue en faveur des formateurs de formateurs qui ont besoin de réactualiser régulièrement leurs connaissances tant disciplinaires que pédagogiques en rapport avec les innovations actuelles notamment en matière de didactique des disciplines ;
  - c) le projet de création d'un centre de ressource susceptible de soutenir la formation à distance à même de répondre quotidiennement aux besoins de formations des enseignants en place sur les différentes îles qui constituent le pays ;
  - d) le projet de création et d'équipement d'un centre de recherche compte tenu de la vocation même de l'école comme structure de formation supérieure qui ne peut s'accomplir efficacement si elle ne s'appuie pas sur des recherches pédagogiques et didactiques locales et en relation avec l'extérieur.

Les besoins spécifiques relatifs à chacun de ces quatre projets seront transmis au consultant par courriel dès le 05 février 2003 (via Point focal national). De même, compte tenu du débordement de l'heure (il était déjà 13h20), il a été retenu une rencontre avec les professeurs de l'établissement le 05 février 2003, suivie de la visite des locaux pour mieux s'imprégner de la situation.

15h – 16h30 : Rencontre avec M. Bartolomeu Varela, Secrétaire Général du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines

- Echange sur l'objet de la mission ;
- Information sur les priorités du Ministère : renforcement de la qualité de l'enseignement par la disponibilité d'enseignants qualifiés ; ceci constitue aujourd'hui une sur-priorité au regard de la situation actuelle où dans l'enseignement de base sur près 3500 enseignants, en moyenne 52% seulement peuvent être considérés comme des enseignants qualifiés ou disposant d'une formation scientifique et pédagogique appropriée ; 30 à 34% ont une préparation pédagogique insuffisante et près de 16% n'ont pas la qualification requise pour enseigner efficacement. Dans l'enseignement secondaire, il y a approximativement 2300 enseignants dont 25% sont sans qualification, 17% ont une qualification pédagogique insuffisante et 59% sont qualifiés. Dans l'éducation préscolaire, presque 90% des enseignants qui y exercent sont sans qualification pour y enseigner.

Face à cette situation, le Ministère réfléchit sur un certain nombre de mesures urgentes et appropriées pour améliorer la situation à tous les niveaux. Parmi les mesures déjà préconisées, on peut noter : i) le projet de renforcement des capacités des instituts de formation des enseignants pour résorber progressivement le déficit à l'origine du recrutement des enseignants à qualification insuffisante ou sans qualification ; ii) la recherche de modèles alternatifs de formation des enseignants, de durée plus courte et qui pourraient offrir une qualité de formation au moins équivalente à celle offerte par le modèle classique actuel; dans ce sens, l'idée de la formation à distance semble s'imposer, surtout pour répondre à une autre préoccupation, celle de l'équité dans la distribution des enseignants qualifiés entre les différentes îles du pays ; iii) il y a aussi la formation des formateurs dans le domaine technique et professionnel où le déficit est criard au regard des besoins nationaux.

Le concours de l'Unesco ne peut qu'être la bienvenue et la démarche de concertation adoptée est à saluer.

Pour être en phase avec ce souci de concertation à tous les niveaux, le Ministère approuve la démarche qui consiste à se rapprocher des structures de formation pour identifier ensemble, sur la panoplie de leurs besoins, ceux pour lesquels l'Unesco pourrait apporter un appui immédiat et à moyen terme. Le Ministère reste donc attentif aux résultats de cette mission et ne ménagera aucun effort pour accompagner tous les acteurs. C'est pourquoi, il est souhaité que la mission de l'Unesco puisse visiter toutes les structures ayant en charge la formation des enseignants sur l'ensemble du pays. Aussi, le Secrétaire Général a demandé au consultant d'accepter de visiter les structures de formation des enseignants implantées sur l'île de Sao de Vicente ; le Ministère prendra toutes les dispositions nécessaires pour l'organisation de cette visite. Ce qui a été accepté par le consultant. Le voyage sur l'île de Sao de Vicente a donc été retenu pour le Jeudi 06 Février 2003 ; le Ministère va s'occuper des modalités de transport. Le consultant et le Point focal national devraient réorganiser les activités initialement prévues pour le Jeudi 06 Février 2003.

### **Mercredi 05 Février 2003**

9h – 10h : Rencontre avec les formateurs de formateurs de l'Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)

- Information et échange sur l'objet de la mission ; échange sur la situation de la formation des enseignants à l'ISEP où le point des enseignants est en phase avec l'administration de l'école. Les enseignants rencontrés ont surtout insisté sur les projets suivants : renforcement de la bibliothèque, appui pour l'équipement du laboratoire de langues, appui à la formation continue par l'octroi de voyages d'études, appui pour la création de centres de recherche et de ressources pour le développement et la diversification des voies de formation des enseignants qui tiennent compte de la situation géographique des régions qui composent le pays (souci d'équité dans l'offre de formation).

10h15 – 12h : Travail avec le point focal national : bilan des activités et perspectives

15h – 15h45 : Rencontre avec les délégués du Syndicat Démocratique des Enseignants du Cap Vert

Précision nous a été faite que c'est le seul syndicat national de portée nationale, avec environ 2000 associés.

- Information et échange sur l'objet de la mission. Satisfaction des délégués syndicaux sur la démarche de l'Unesco qui est une preuve de son souci de collaboration et de recherche de l'amélioration de la qualité de l'enseignement qui, du point de vue syndical, ne peut être atteint que dans la double condition : i) des enseignants bien formés et une gestion démocratique et transparente de l'école impliquant tous les partenaires. C'est dans cette perspective que le syndicat travaille en collaboration avec le Ministère de l'Education et appuie fortement tout ce qui peut concourir au renforcement des capacités des instituts de formation des enseignants. C'est aussi pourquoi l'ensemble des enseignants seront sensibilisés par le syndicat afin d'apporter tout le concours nécessaire pour le succès des actions que l'Unesco décidera d'entreprendre en faveur des Institutions de formation des enseignants du Cap Vert.

16h – 18h : Travail avec le point focal : Bilan des activités et perspectives

19h – 21h30 : Départ pour l'île de Sao Vicente et arrivée

### **Jeudi 06 Février 2003**

8h45 – 9h : Visite de la Délégation régionale du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines à Mindelo

- Information sur l'objet de la mission et entretien avec la Coordinatrice de l'Enseignement secondaire

9h20 – 10h50 : Visite de l'Ecole de formation des enseignants de l'enseignement de base de Mindelo

- Rencontre avec la Directrice de l'école (Mme Rute Alinho) : Information et échange sur l'objet de la mission. Note de satisfaction de la direction sur la démarche de l'Unesco car l'école se trouve aujourd'hui confronté à un certain nombre de problème qui limite fortement ses capacités d'action. Parmi ces problèmes on peut relever l'exiguïté des locaux face à la poussée démographique de la population scolaire, les difficultés de répondre à temps aux demandes de formation tant initiale que continue des étudiants et enseignants se trouvant sur les autres îles couvertes par l'école, la vétusté et l'insuffisance des équipements didactiques (ouvrages et autres supports pédagogiques). Pour faire face à toutes ces contraintes, l'école a engagé un certain nombre de projets dont l'objet est de trouver des solutions propres à améliorer les conditions de travail des enseignants et la qualité de la formation, d'une part, répondre aux besoins de formation initiale et continue des enseignants. C'est ainsi qu'un projet d'extension en hauteur de l'établissement est en cours de finalisation avec l'appui de la municipalité de Mindelo. Un projet pour la rénovation de la bibliothèque est finalisé ; il reste à trouver un partenaire pour sa mise en œuvre. Un autre projet de formation à distance est actuellement finalisé aussi et concerne la formation continue d'environ 200 stagiaires se trouvant sur différentes îles. Il y a aussi le projet de rénovation du parc informatique de la salle des professeurs dont les ordinateurs en panne ne peuvent être réparés en raison de leur vétusté.
- Rencontre avec les enseignants qui ont tous confirmé leur adhésion aux projets annoncés par la direction qui, de fait, émanent d'un travail collectif ayant impliqué l'ensemble des personnels de l'établissement. Ils se félicitent de l'initiative de l'Unesco et se disent déjà mobilisés pour soutenir toute action de l'Unesco en faveur de leur établissement.
- Visite des locaux où nous avons pu constater l'état des infrastructures, l'absence de salle de réunions pour les professeurs, la vétusté des ouvrages en place, le manque de mobilier de rangement, etc.

11h15 – 13h : Visite de l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo

- Rencontre commune avec l'administration de l'école et les enseignants : information sur l'objet de la mission et échange sur la situation de l'établissement : organisation et fonctionnement, contraintes et perspectives.

Tous les participants ont salué la démarche de l'Unesco qui est une première pour leur Institution. Cela est déjà un facteur de motivation supplémentaire pour eux et se disent plus disposés que jamais pour une collaboration effective avec l'Unesco dans l'intérêt de l'école capverdienne. L'Institut est sollicité actuellement pour la formation de 90 enseignants de l'enseignement technique et professionnel des lycées. Il existe un besoin marqué de formation continue pour les enseignants de l'Institut dans des domaines comme la mécanique, l'électronique ou le génie civil. A ce besoin de formation continue s'ajoute le souhait de rénover la bibliothèque des professeurs dont les ouvrages en place datent pour une large partie de plus de 15 ans ; les besoins se situent ici au niveau des ouvrages spécialisés, des ouvrages de didactique et de psychologie et du matériel informatique pour la gestion. Le mobilier existant est en bon état. Un autre projet dont la réalisation est très attendue concerne la réhabilitation des locaux et de l'équipement didactique des départements de génie civil et de mécanique.

- Visite des locaux : bibliothèque ; départements d'électronique, de mécanique et de génie civile.

15h – 16h35 : Visite de l'Institut Supérieur de l'Education de Mindelo

- Rencontre avec la Directrice : Information et échange sur l'objet de la mission. Situation de l'école (spécialisée dans la langue française et études capverdiennes), conditions de fonctionnement, etc. Parmi les problèmes que vit l'école, il y a l'absence de local propre (cohabitation avec une école de base) ; l'Institut accueille actuellement près de 60 étudiants ; 12 formateurs de formateurs. Les projets dont la réalisation est activement recherchée sont :

i) L'appui aux étudiants non boursiers ; il s'agit d'étudiants majoritairement n'habitant pas l'île de Sao Vicente et confrontés à d'énormes difficultés pour faire face aux frais de formation ; si une aide n'est pas trouvée, bon nombre risque de démissionner, le nombre de bourses offertes par l'Etat se révélant insuffisant ;

ii) L'autre projet a trait à l'acquisition de matériel de reprographie et d'équipements pour le laboratoire de langues ; les appareils de reprographie existants sont en panne et le laboratoire de langues n'est qu'une salle ordinaire où n'existe même pas de magnétophone.

16h45 – 18h : Bilan de la visite de Sao Vicente et perspectives avec le Point focal national

22h – Départ pour Praia - Arrivée à 1h30.

### **Vendredi 07 Février 2003**

9h35 – 9h50 : Rencontre avec le Point focal national

10h – 10h50 : Rencontre avec M. António Lopes da Silva, le Directeur Général de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (DGAEA)

- Information et échange sur l'objet de la mission ;
- Le Directeur a salué l'approche par la concertation préconisée par l'Unesco qui, selon lui, participe même du souci d'accompagnement recherché. Il a parlé de la politique du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines en matière d'alphabétisation et de formation des adultes avant de faire part des projets prioritaires de son Service dans le domaine concerné. Il s'agit d'abord de la formation initiale de 250 animateurs (formateurs d'adultes) avec l'encadrement de l'Ecole de formation des enseignants de Praia ; ce projet est actuellement piloté par un système de formation à distance couplée par des actions en présentiel. Le deuxième projet concerne l'amélioration des programmes et le troisième la formation continue des animateurs. Un document de projet a été donné au consultant et porte sur la formation initiale des 250 animateurs.

11h – 12h20 : Rencontre avec la Directrice de l'Enseignement Secondaire Technique (Mme Teresa Lima)

- Information et échange sur l'objet de la mission
- La Directrice a parlé de la problématique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle au Cap Vert et politique du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines en matière de formation de formateurs : celle-ci est actuellement soutenue par deux coopérations (française et luxembourgeoise) pour la formation à l'extérieur, le pays ne disposant pas encore d'Institution spécialisée ; le Ministère y réfléchit sérieusement car des potentialités existent localement comme l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo. Il n'existe pas aujourd'hui de projets finalisés à soumettre à l'Unesco, mais la réflexion va se poursuivre et le Directeur Général de l'Enseignement sera saisi.

15h – 16h : Rencontre avec Monsieur Manuel Roberto Coordonnateur de la Rénovation du Système Educatif et le Point focal national pour faire le bilan de la visite et dégager les perspectives d'appui de l'Unesco

La rencontre a porté par le point sur les constats (forces et faiblesses) et sur les propositions d'appui à soumettre à l'Unesco :

1) – Existence d'une réelle préoccupation des autorités comme des responsables des Institutions de formation des enseignants rencontrés pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement par la recherche d'enseignants qualifiés.

2) – Existence au niveau des Institutions de formation des enseignants visitées d'une volonté manifeste partagée par les responsables et les formateurs de mettre à la disposition des écoles des enseignants qualifiés. Cette volonté s'est manifestée de plusieurs manières dont :

- la mise en place de projets d'amélioration des conditions de travail : renforcement de bibliothèques, recherche didactique, utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication à des fins pédagogiques...
- la mise en place de projets de perfectionnement et de formation continue en faveur des formateurs : actualisation des connaissances scientifiques disciplinaires, didactique des disciplines enseignées, formation à distance...
- la recherche de modèles alternatifs de formation des enseignants susceptibles de répondre aux besoins de formation continue des enseignants déjà en activité dans les écoles.

3) – Existence de potentialités nationales favorables pour l'atteinte de cet objectif d'amélioration de la qualité de l'enseignement :

- une administration convaincue que l'amélioration de la qualité de l'enseignement passe par la disponibilité d'enseignants qualifiés ;
- des formateurs de formateurs motivés et engagés pour améliorer leur propre formation ;
- des responsables syndicaux conscients, en partenariat avec le Ministère de l'Education, de la nécessité d'une telle formation ;
- des infrastructures de qualité disponibles.

4) – Existence d'une certaine forme de concurrence entre les Institutions notamment dans l'acquisition de moyens matériels qui ne se justifie pas toujours et dont le risque à terme est une non rentabilisation de ceux-ci en cas d'obtention.

Une seule recommandation majeure a été faite : le **Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines devra redoubler de vigilance pour une meilleure coordination des projets à même de faire éviter le double financement et la concurrence stérile entre Institution (souci de synergie et de complémentarité).**

En terme de propositions d'appui à soumettre à l'Unesco, les projets évoqués ont trait à :

- appui à la rénovation des bibliothèques par un renforcement en ouvrages, équipement informatique de gestion et mobilier de rangement ;
- appui à l'acquisition de moyens informatiques, de reprographie et à la formation sur les méthodologies de la formation à distance dans la double perspective d'équité géographique en matière d'enseignants qualifiés et en nombre suffisant ;
- appui à la formation continue des formateurs de formateurs : voyages d'études, bourses d'études, bourses de stage ou de thèses, didactique des disciplines, évaluation des connaissances, évaluation des enseignants, évaluation des programmes, élaboration de référentiels de programmes, évaluation des manuels, évaluation des établissements, recherche-action, etc. ;
- appui à la formation des formateurs en alphabétisation et éducation des adultes ;
- appui à la création de centre de ressources dans les Institutions de formation des enseignants ;
- appui à la réhabilitation des départements de construction civile et de mécanique de l'Institut d'Ingénierie de la Mer de Mindelo ;
- appui à la réhabilitation du laboratoire de langues de l'ISEP (Praia).

A partir de ces constats et propositions auxquels le Coordonnateur et le Point focal national adhèrent car recoupant l'analyse des autorités éducatives et les orientations que souhaite impulser le Ministère de l'Education, la discussion a tourné autour d'un certain nombre de principes directeurs :

- **Partenariat efficace et bien coordonné** : Fort du souci de créer un environnement incitatif, le Gouvernement développera un partenariat large, efficace et mieux organisé, de sorte que les ressources de toute nature disponibles chez les divers acteurs et partenaires puissent être investies sans entrave dans le secteur éducatif.
- **Décentralisation/déconcentration renforcée** : La décentralisation et la déconcentration de la gestion de l'éducation sont incontournables dans le contexte avancé de la régionalisation, où les collectivités locales doivent assumer correctement le développement de l'éducation. Pour une meilleure prise en charge des besoins de la base, le Gouvernement renforcera la dévolution du pouvoir du centre vers le niveau local, autour des Délégations et des écoles, dans une perspective d'autonomisation et de responsabilisation accrues.
- **Education de qualité pour tous (égalité et équité)** : La réalité du droit à l'éducation qui appelle une démocratisation effective du système suppose que l'Etat garantisse une éducation de qualité pour tous. Les mesures à prendre pour promouvoir l'égalité et l'équité impliquent une discrimination positive des ressources.
- **Gestion transparente et efficace (responsabilité)** : Parallèlement à la responsabilisation des différents niveaux hiérarchiques, notamment des établissements, l'obligation de résultats ainsi que la gestion transparente et efficace des ressources allouées au système seront érigées en principe de travail. L'impact réel de la gestion des actions éducatives sera mesuré à travers la vie des apprenants, des familles et de la communauté au sens large.
- **Atteinte par tous des normes de performances les plus élevés (qualité)** : La qualité résulte de la maximisation des efforts de tous les intervenants directs et d'une bonne coordination de l'action de toutes les structures pour promouvoir à tous les niveaux une école d'excellence. Il s'agit, dans le cadre des projets

d'établissement, et sur la base d'une recherche-action efficace sur les facteurs de qualité, de promouvoir une école performante où tous les apprenants sont aidés à réussir et à aller aussi loin que possible dans les apprentissages. En vue d'améliorer le processus enseignement/apprentissage une attention particulière sera accordée à la mise en place d'un curriculum pertinent, d'un bon dispositif d'évaluation et de remédiation, au renforcement des compétences des enseignants.

C'est sur ces principes que les besoins en enseignants qualifiés pour la prochaine décennie sont esquissés par le Plan stratégique de développement de l'Education et de la Formation en cours de finalisation.

## **IV.2 - Projets identifiés**

### **IV.2.1 – Présentation des Institutions ayant des projets susceptibles de bénéficier de l'appui de l'UNESCO**

Trois types d'Institutions s'occupent actuellement de la formation des enseignants au Cap Vert :

- (1) - l'Institut Pédagogique, spécialisé dans la formation des enseignants de l'Enseignement de Base, comprend trois écoles : l'École de Praia, l'École de Santa Catarina et l'École de Mindelo ;
- (2) - l'École Supérieure de l'Education de Praia et l'École Supérieure de l'Education de Mindelo, chargées de la formation des enseignants de l'Enseignement Secondaire ;
- (3) - l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo, chargé de la formation des enseignants de l'Enseignement Technique et Professionnel ;
- (4) – la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes.

### **IV.2.2 – Projets identifiés**

Un peu plus d'une dizaine de projets d'appui pour le renforcement de leurs capacités ont été présentés par six Institutions (l'École formation des enseignants de Praia, l'École formation des enseignants de Mindelo, l'École Supérieure de l'Education de Praia et l'École Supérieure de l'Education de Mindelo, l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo, la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes).

Les projets tournent autour de trois types : i) la formation continue des enseignants par des modèles alternatifs, ii) la rénovation et le renforcement des bibliothèques, iii) la rénovation ou la réhabilitation de structures.

Le détail de chacun de ces projets ainsi que leurs coûts estimatifs sont présentés dans le document n°2.

## CONCLUSION

En somme, malgré le développement d'innovations pédagogiques et structurelles à tous les niveaux, les disparités entre les ordres d'enseignement semblent se maintenir, pour ne pas dire s'accroître : marginalisation du Préscolaire, piétinement et faibles percées des innovations surtout dans le cadre de l'équité géographique (entre conseils). Par conséquent, il semble qu'une absence de vision claire, globale et systématique du système éducatif empêche et retarde la mise en place d'une réforme appropriée de celui-ci.

La tendance quasi-systématique de duplication de structures, source de confusion et dysharmonie dans la mise en œuvre de politiques éducatives parallèles difficiles à intégrer par la suite. Ainsi, le cadre institutionnel de pilotage de la réforme pourrait souffrir de lacunes, sans le souci de coordination et de cohérence global des innovations.

A cela, il faudrait aussi ajouter les effectifs faibles dans les filières scientifiques et techniques et l'absence de flexibilité dans la diversification des filières existantes ne permettant pas une prise en charge effective des différentes vocations des sortants de l'Enseignement de Base.

A propos de l'élargissement du cadre de référence, le Cap Vert semble s'être engagé dans un élargissement voire une diversification du cadre de référence de son système éducatif en ratifiant plusieurs conventions sur l'éducation et la formation et en faisant siennes les résolutions et recommandations issues de différentes conférences internationales, régionales ou sous-régionales parmi lesquelles :

- la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, 1990),
- la Conférence panafricaine sur l'éducation des filles (Ouagadougou, 1996),
- le Forum international de l'Education Pour Tous (Dakar, 2000),
- les Conférences des Ministres de l'Education des pays membres de la CEDEAO.

Toutes les options politiques et stratégiques issues de ces différentes rencontres semblent influencer les orientations nationales du pays. La bonne mise en œuvre et la bonne fin de ces innovations réclament des moyens immenses que l'Etat du Cap Vert ne peut, à lui seul, réunir. Il est heureux de constater que les efforts des Autorités du pays sont appuyés par la coopération aussi bien bilatérale (Portugal, Brésil, France, Allemagne, Luxembourg notamment) que multilatérale (PNUD, UNICEF, UNESCO, Banque Mondiale, BAD, etc.).

Aujourd'hui, les différentes concertations que déploient les autorités politiques et éducatives du Cap Vert manifestent la perception de celles-ci de l'importance prioritaire que constituent l'éducation et la formation dans le processus de développement d'un pays. On peut citer, entre autres, les démarches d'élaboration du plan stratégique de développement de l'éducation et de la formation entamées depuis Juin 2002.

Nul doute que la réalisation des projets identifiés ici contribuera à améliorer et renforcer les capacités d'action des Institutions de formation des enseignants visitées, au bénéfice du système éducatif capverdien dans son ensemble.



United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization  
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture  
7, place de Fontenoy 75352 Paris 07 SP

## EVALUATION DES BESOINS D'APPUI POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES INSTITUTIONS DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DU CAP VERT

"Les Institutions de formation des enseignants en Afrique sub-saharienne :  
Comment contribuer au renforcement de leurs capacités ?"

Réalisée sous la direction de Francisco K. Seddoh  
Directeur de l'Enseignement Supérieur

Coordination de Lucio Sia  
Spécialiste de Programme Formation des Enseignants  
Direction de l'Enseignement Supérieur (Unesco Paris)

### RAPPORT DE MISSION

DU 03 AU 07 FEVRIER 2003 AU CAP VERT

Par Ansoumana SANE  
Consultant

DOCUMENT N°2

Projets identifiés

Février 2003

Les idées et les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de l'UNESCO et des Etats membres. Par ailleurs, elles n'impliquent aucun engagement de la part de l'Organisation.

## SOMMAIRE

N°	Titre	Page
	Introduction.....	3
1	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base (Ecole de formation des enseignants de Praia).....	6
2	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Institut Supérieur de l'Education de Praia)....	8
3	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement du secondaire par l'utilisation de modèles alternatifs (Institut Supérieur de l'Education de Praia).....	9
4	Appui au Département de Langues Etrangères (Institut Supérieur de l'Education de Praia)....	12
5	Création d'un Centre de Recherche (Institut Supérieur de l'Education de Praia).....	14
6	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Ecole de formation des enseignants de Mindelo).....	15
7	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base par l'utilisation de modèles alternatifs (Ecole de formation des enseignants de Mindelo)..	16
8	Projets d'appoint pour l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage (Institut Supérieur de l'Education de Mindelo).....	18
9	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo).....	19
10	Réhabilitation du laboratoire de Génie Civile (Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo).....	20
11	Formation des animateurs en alphabétisation et éducation des adultes (Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes).....	21
12	Coût estimatif global.....	22
13	Annexes : Quelques Projets initiaux tels qu'ils ont été présentés (à titre illustratif).....	23
	- Projets de l'Institut Supérieur de l'Education de Praia.....	24
	- Projet de l'Ecole de Formation des Enseignants de Praia.....	28
	- Projet de rénovation du Département de Génie civile de l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo.....	29
	- Bibliographie sollicitée par l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo.....	30

## Introduction

En vous faisant parvenir ce rapport, il nous paraît important d'apporter quelques précisions sur notre démarche d'analyse des besoins exprimés par les responsables des Institutions visitées ainsi que les propositions qui en ont découlé.

Six Institutions, au total, ont été identifiées comme en situation de besoin de renforcement de leurs capacités. Ces Institutions, qui relèvent toutes du Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines, peuvent être regroupées en trois catégories :

- a) – les Institutions chargées de la formation des enseignants de l'enseignement de base : Ecole de formation des enseignants de Praia, Ecole de formation des enseignants de Mindelo ;
- b) – les Institutions de formation des enseignants de l'enseignement secondaire : Institut Supérieur de l'Education de Praia, Institut Supérieur de l'Education de Mindelo ;
- c) – l'Institution chargée de la formation des enseignants de l'enseignement technique et de la formation professionnelle : Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo ;
- d) – l'Institution chargée de la formation des animateurs de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes : Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (en relation avec l'Ecole de formation des enseignants de Praia).

Certaines de ces Institutions avaient déjà des projets plus ou moins structurés qu'elles nous ont présentés (l'Ecole de formation des enseignants de Praia, l'Institut Supérieur de l'Education de Praia, l'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de Mindelo, la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes) ; d'autres avaient exprimé un certain nombre de besoins précis plus ou moins finalisés en terme de projet (l'Ecole de formation des enseignants de Mindelo, l'Institut Supérieur de l'Education de Mindelo).

Tous ces projets ou besoins ont nécessité de notre part, pour être suffisamment consistants, une analyse fine et une approche intégrée. Il nous a ainsi été donné l'occasion, lors de cette analyse de constater qu'au sein d'une même Institution, plusieurs projets présentés gagneraient en efficacité s'ils étaient bénéficiaires d'une approche intégrée ; c'est le cas, par exemple, des projets présentés par l'Institut Supérieur de l'Education de Praia (cf. annexe). Par ailleurs, nous avons pu observer des similitudes entre les projets présentés ou besoins exprimés par les différentes Institutions. De cette analyse fine et de cette approche intégrée, nous avons abouti au tableau récapitulatif suivant.

N°	Intitulé du projet	Institution initiatrice
1	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base	Ecole de formation des enseignants de Praia (EFEP)
2	Rénovation et renforcement de la bibliothèque	Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)
3	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement du secondaire par l'utilisation de modèles alternatifs	Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)
4	Appui au Département de Langues Etrangères	Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)
5	Création d'un Centre de Recherche	Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)
6	Rénovation et renforcement de la bibliothèque	Ecole de formation des enseignants de Mindelo (EFEM)
7	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base par l'utilisation de modèles alternatifs	Ecole de formation des enseignants de Mindelo (EFEM)
8	Projets d'appoint pour l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage	l'Institut Supérieur de l'Education de Mindelo (ISEM)
9	Rénovation et renforcement de la bibliothèque	Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo (ISECMAR)
10	Réhabilitation du laboratoire de Génie Civile	Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo (ISECMAR)
11	Formation de formateurs (animateurs) en alphabétisation et éducation des adultes	Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (DGAEA)

REMARQUE IMPORTANTE : Il nous aussi paraît important de souligner que cette analyse et l'approche intégrée n'ont pas pu être menée sur place durant le séjour au Cap Vert (03 au 07 Février 2003), en raison du calendrier chargé (cf. Document n°1: programme des visites et rencontres). C'est à notre retour de mission que cela a pu se faire.

De l'examen de ce tableau, on peut relever que les projets soumis tournent, quel que soit le niveau concerné, autour des besoins suivants :

- i) – formation continue des enseignants par des modèles alternatifs (projets n°1 ; 3 ; 7 ; 11) ;
- ii) – rénovation et renforcement des bibliothèques (projets n°2 ; 6 ; 9) ;
- iii) – rénovation ou réhabilitation de structures (projets n°4 ; 5 ; 10)
- iv) – amélioration des conditions d'apprentissage (projet n°8).

Même si les 11 projets sont présentés séparément, il serait intéressant de voir dans quelle mesure certains d'entre eux pourraient avoir une approche intégrée. C'est le cas notamment pour les projets relatifs à la formation continue par des modèles alternatifs (notamment la formation à distance) des enseignants de l'enseignement de base et du secondaire. Ne pourrait-on pas prévoir que l'appui en équipement d'une salle spécialisée en informatique dont la création est recommandée par nos soins dans un établissement-pilote de chacun des conseils soit complémentaire ou commun aux deux niveaux d'enseignement : enseignement de base et enseignement secondaire ? Un des avantages d'une telle approche serait d'avoir une salle unique à équiper plutôt que deux par conseil (économie) ; cela évitera du même coup cette espèce de concurrence effrénée observée ça et là entre établissements. Un autre avantage est qu'une telle démarche pourrait favoriser le décloisonnement entre les deux niveaux en rendant possible la rencontre des enseignants.

Une harmonisation de ces projets de formation continue par des modèles alternatifs avec celui de la Direction de la Radio et des Nouvelles Technologies Educatives permettrait à coup sûr au Ministère de l'Education et de la Valorisation des Ressources Humaines de faire des économies substantielles en favorisant la complémentarité et la synergie des actions, surtout quand tous ces projets visent la même famille de population.

Au sujet de notre proposition de l'extension de l'appui de l'UNESCO au niveau des conseils (par un équipement minimal en informatique de salle-pilote, cela relève d'un simple souci de cohérence, surtout dans un pays insulaire comme le Cap Vert où les enseignants, bénéficiaires directs de l'action des Institutions de formation, se trouvent éparpillés sur différentes îles ou conseils. Or, l'un des problèmes majeurs évoqués par les responsables et formateurs de ces Institutions est celui des difficultés qu'ils rencontrent dans le regroupement des enseignants en situation de formation continue sur une île ou celui encore du déplacement fréquent des formateurs pour des actions de formation continue localement. Si l'UNESCO arrivait, seule ou en partenariat avec des bailleurs de fonds, à étendre son champ d'intervention jusque sur le terrain des bénéficiaires de formation (les enseignants en exercice), nul doute que les capacités des Institutions ayant en charge ces activités d'encadrement se renforceraient davantage avec une efficacité mesurable non plus (ou non seulement) en terme d'amélioration du cadre de travail, mais aussi et surtout en terme d'envergure et de qualité d'apprentissage ; ce qui ne peut qu'être souhaité de tous. Il serait hasardeux de penser qu'un appui strictement limité à l'intérieur des Institutions pourrait avoir des résultats positifs significatifs sur le travail en classe des enseignants, pourtant recherchés, nous semble-t-il.

Si l'idée de mettre en réseau ces salles-pilotes avec le centre informatique des Institutions de formation des enseignants peut paraître onéreuse à court terme, au regard des conditions techniques à remplir, il nous paraît cependant faisable et souhaitable que l'équipement de ces salles soit accompagné d'un abonnement à Internet. Si un tel appui est acquis, il conviendra que des dispositions administratives soient prises afin que ces salles soient réservées exclusivement à l'échange pédagogique entre formateurs des Institutions et enseignants locaux bénéficiaires.

Par ailleurs, sur le plan de l'évaluation des coûts de chacun des projets présentés ici, la façon dont ceux-ci nous ont été initialement ne nous a pas permis de cerner les éléments de calcul des coûts avancés par les Institutions initiatrices (que nous avons jugé par endroit un peu trop élevés). Cette situation nous a amené à refaire les calculs d'estimation de chacun des 11 projets identifiés en se fondant sur notre propre expérience, sauf pour le projet n°11 relatif à la formation des animateurs en alphabétisation et éducation des adultes pour lequel, sauf de précision sur les rubriques à financer, nous nous sommes contentés de reprendre les valeurs avancées par l'initiatrice (la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Éducation des Adultes). Tous les autres coûts pour chacun des 10 autres projets relèvent de notre propre estimatif. Cette information nous paraît fondamentale à prendre en compte lors de la prise de décision pour les projets à appuyer.

Précisons enfin que l'ordre de présentation de ces 11 projets dans le présent document n'est que pur hasard (il ne correspond nullement à un quelconque ordre de priorité entre les projets ou entre les Institutions). Pour identifier les projets prioritaires de chacun des Institutions, il conviendra de consulter le document n°1 au paragraphe relatif au programme des visites et rencontres.

## PROJET N°1

**Institution initiatrice :** Ecole de formation des enseignants de Praia (EFEP)

**Titre :** Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base

### **Contexte et justification :**

Face à la dégradation de la qualité de l'enseignement liée au manque d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans l'enseignement de base, d'une part, à l'aggravation des disparités régionales dans l'offre de formation (équité géographique), d'autre part, l'Ecole de Formation des enseignants de Praia (EFEP), en relation avec les autorités administratives, est de plus en plus sollicitée pour définir un programme spécifique de formation continue au bénéfice des enseignants du niveau concerné dont la qualification professionnelle est jugée insuffisante ou inexistante. Le modèle classique actuel de formation des enseignants s'étant révélé insuffisant pour faire face à des besoins de formation continue dont les bénéficiaires se trouvent éparpillés sur différents conseils situés dans des îles éloignées les unes des autres, la mise en œuvre de ce programme spécifique devra s'appuyer, pour être efficace, sur des modèles alternatifs susceptibles de disposer dans chaque conseil d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans un bref délai. Le présent projet a été conçu pour répondre à cette préoccupation.

### **Objectif :**

Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation continue en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés actuellement en activité dans les établissements scolaires susceptible de leur faire acquérir les compétences scientifiques et pédagogiques en rapport avec les exigences de la réforme de l'Enseignement de Base en cours.

**Bénéficiaires :** environ 1200 enseignants des conseils de Praia, Santa Catarina, Ribeira Grande, S. Filipe

### **Méthodologie :**

- 1 – Renforcer le parc informatique de l'Ecole de Formation des Enseignants de Praia (EFEP).
- 2 – Organiser un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'EFEP sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia.
- 3 – Organiser un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques provenant des quatre conseils ciblés. Ces personnes-ressources auront, après leur stage, en charge la gestion future des centres informatiques à installer dans les différents conseils et la démultiplication de la formation auprès des enseignants insuffisamment ou non qualifiés ciblés par le projet. L'encadrement pédagogique de ce séminaire devra être assuré par les formateurs de l'EFEP ayant déjà bénéficié d'une formation similaire.
- 4 – Equiper chacun des quatre conseils d'une salle informatique (avec abonnement à l'Internet) avec le centre de l'EFEP ; cette salle pourrait être abritée par une école qui servirait d'école pilote polarisant les autres établissements scolaires du conseil concerné. Il s'agit ici de disposer, dans chacun des quatre conseils intéressés, d'une salle spécialement aménagée dans un établissement pilote avec un équipement minimal.
- 5 – Organiser dans chacun des quatre conseils un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants insuffisamment ou non qualifiés. L'encadrement pédagogique de ce séminaire devra être assuré par les personnes-ressources ou conseillers pédagogiques du conseil concerné ayant déjà bénéficié d'une formation similaire.
- 6 – Concevoir un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils. Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'EFEP, chacun dans son domaine de compétence, avec échanges disciplinaires et interdisciplinaires.
- 7 – Envoyer par Internet aux enseignants ciblés le programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis (auto-formation, présentiel). On pourrait envisager par exemple que les enseignants stagiaires travaillent individuellement et envoient par Internet les exercices à corriger à l'EFEP. Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'EFEP chacun dans son domaine de compétence, avec échanges

disciplinaires et interdisciplinaires. Cela nécessitera assurément la mise en place au niveau de l'EFEP d'une cellule pédagogique pluridisciplinaire de concertation pour l'harmonisation des grilles et procédures de validation des acquis des enseignants concernés par la formation à distance.

8 – Planifier et évaluer les acquis : au bout d'une période donnée (premier semestre), un ou deux formateurs de l'EFEP se rendront dans les conseils pour la validation théorique et/ou pratique des acquis des stagiaires en présentiel et procéder à des remédiations éventuelles, pour une période de deux à cinq jours suivant le nombre de stagiaires. Ce sera également l'occasion d'organiser une réunion de synthèse sur le déroulement de la session : succès et contraintes, recueil de suggestions et d'amélioration éventuelles. A la fin du second semestre, l'équipe de formateurs (un ou deux) retournera dans chaque conseil pour la validation annuelle des acquis.

Durée : 3 ans

Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Renforcement du parc informatique et de la bibliothèque de l'EFEP	11100
2	Organisation d'un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'EFEP sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia	1100
3	Organisation d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques provenant des conseils ciblés	1100
4	Equipement de chacun des quatre conseils d'une salle informatique (abonnement à l'Internet) avec le centre de l'EFEP	32200
5	Organisation dans chacun des quatre conseils d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants insuffisamment ou non qualifiés	10840
6	Conception d'un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils	18000
7	Envoi par Internet du programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis (auto-formation, présentiel)	-
TOTAL		74340

## PROJET N°2

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)

**Titre :** Projet de rénovation et de renforcement de la bibliothèque

### **Contexte et justification :**

La bibliothèque de l'Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP) dispense un service au bénéfice principalement des étudiants, stagiaires et formateurs de l'établissement. Elle collectionne et organise en vue de prêts à domicile et de la consultation sur place des collections encyclopédiques, des ouvrages spécialisés et généraux adaptés aux besoins documentaires courants et réguliers du public, à des fins d'information, de formation permanente et d'enrichissement culturel. Elle collecte et conserve également, à des fins de mémoire, le patrimoine imprimé, iconographique et sonore de l'Institut. Elle met à la disposition du public tous les moyens nécessaires aux recherches documentaires. Dans ce sens elle entend œuvrer, en coopération avec les autres unités documentaires d'autres structures, à l'édification d'un réseau documentaire local, régional et national en vue de permettre l'accès de toute la population scolaire aux ressources extérieures et de rendre accessibles depuis l'extérieur ses propres ressources. Pour en faciliter l'accès et le fonctionnement, un personnel spécifique et du matériel de gestion approprié sont nécessaires. Le présent projet vise à aider à la bonne mise en œuvre de ce programme.

### **Objectifs :**

- 1 - Actualiser et renforcer la bibliothèque par l'acquisition d'ouvrages tant spécialisés que généraux
- 2 – Obtenir un abonnement à certaines revues spécialisées à caractère pédagogique et scientifique
- 3 - Acquérir du matériel informatique, de duplication et de rangement susceptible d'améliorer la gestion quotidienne de la bibliothèque
- 4 – Disposer de deux gestionnaires suffisamment formés à l'utilisation du matériel informatique de gestion de la bibliothèque.

**Durée :** 1 an

### **Coûts estimatifs :**

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Acquisition de matériel informatique, de reproduction, ouvrages et mobilier de gestion de la bibliothèque	17800
2	Formation de deux bibliothécaires	200
TOTAL		18000

## PROJET N°3

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)

**Titre :** Projet de Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement du secondaire par l'utilisation de modèles alternatifs

### **Contexte et justification :**

Face à la dégradation de la qualité de l'enseignement liée au manque d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans l'enseignement secondaire, d'une part, à l'aggravation des disparités régionales dans l'offre de formation (équité géographique), d'autre part, l'Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP) des enseignants de Praia, en relation avec les autorités administratives, est de plus en plus sollicitée pour définir un programme spécifique de formation continue au bénéfice des enseignants du niveau concerné dont la qualification professionnelle est jugée insuffisante ou inexistante. Le modèle classique actuel de formation continue des enseignants s'est révélé insuffisant pour faire face à des demandes émanant d'enseignants éparpillés sur différents conseils situés dans des îles éloignées les unes des autres. Jusqu'à présent, les démarches entreprises ont été de regrouper les professeurs sur une île, dans le cadre de séminaires, mais cela est très onéreux et par conséquent pas du tout régulier. C'est pourquoi la mise en œuvre de ce programme spécifique réclame, pour être efficace, des modèles alternatifs permettant non seulement de disposer dans un bref délai d'enseignants qualifiés en nombre suffisant au niveau de chaque conseil, mais également d'assurer de façon permanente le perfectionnement de l'ensemble des enseignants du secondaire. Le présent projet a été conçu pour répondre à cette préoccupation.

### **Objectifs :**

1 - Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation continue en faveur d'une part des enseignants non ou insuffisamment qualifiés, d'autre part, de tous les enseignants du secondaire (toutes disciplines confondues) actuellement en activité dans différents conseils de plusieurs îles et susceptible de leur faire acquérir les compétences scientifiques et pédagogiques en rapport avec les exigences de la réforme de l'enseignement secondaire en cours.

2 - Créer au sein de l'Institut un Centre national de formation continue susceptible de coordonner les actions de formation continue et de perfectionnement des enseignants du secondaire, toutes disciplines confondues.

**Bénéficiaires :** environ 1818 enseignants du secondaire

### **Méthodologie :**

Le modèle alternatif proposé ici est une formation à distance (alternant des périodes d'auto-formation et des sessions en présentiel). Les périodes d'auto-formation correspondent à des périodes où l'enseignant stagiaire est dans son établissement d'exercice et suit des modules de formation sous forme d'imprimés et via Internet. Il fait les exercices contenus dans chaque module suivant une progression établie par les formateurs de l'ISE avec qui il est régulièrement en contact par courrier électronique pour des informations complémentaires éventuelles ou des corrections d'exercices.

A la fin de chaque semestre, une équipe des formateurs de l'ISEP se rend dans chaque conseil des sessions présentielles d'évaluation, de remédiation éventuelle et de validation. La formule de déplacer les formateurs de l'ISEP plutôt que les stagiaires paraît plus indiquée ici dans le double souci de réduire les coûts de la formation et de pouvoir vérifier les acquis réels des enseignants stagiaires en situation réelle dans leur environnement quotidien de travail.

Pour cela, la mise en œuvre des actions et étapes successives suivantes ont été identifiées comme susceptibles de renforcer les capacités d'intervention de l'ISEP.

- 1 – Renforcer le parc informatique de l'ISEP par l'acquisition de matériel complémentaire.
- 2 – Organiser un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'ISE sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia.
- 3 – Organiser un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques sélectionnés dans chacun des quatre conseils ciblés. Ces personnes-ressources auront, après leur stage, en charge la gestion future des centres informatiques à installer dans les différents conseils.
- 4 – Equiper chacun des quatre conseils d'une salle informatique (avec abonnement à l'Internet) avec le centre de l'ISEP ; cette salle pourrait être abritée par une école qui servirait d'école pilote polarisant les autres établissements scolaires du conseil concerné. Il s'agit ici de disposer, dans chacun des conseils intéressés, d'une salle spécialement aménagée dans un établissement pilote avec un équipement minimal.
- 5 – Organiser dans chacun des conseils polarisés par l'ISEP un séminaire de formation à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants non ou insuffisamment qualifiés. L'encadrement pédagogique de ce séminaire devra être assuré par les personnes-ressources ou conseillers pédagogiques du conseil concerné ayant déjà bénéficié d'une formation similaire.
- 6 – Concevoir un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils. Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'ISEP, chacun dans son domaine de compétence, avec échanges disciplinaires et interdisciplinaires.
- 7 – Envoyer par Internet aux enseignants ciblés le programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis. On pourrait envisager par exemple que les enseignants stagiaires travaillent individuellement et envoient par Internet les exercices à corriger à l'ISEP. Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'ISEP chacun dans son domaine de compétence, avec échanges disciplinaires et interdisciplinaires. Cela nécessitera assurément la mise en place au niveau de l'ISEP d'une cellule pédagogique pluridisciplinaire de concertation pour l'harmonisation des grilles et procédures de validation des acquis des enseignants concernés par la formation à distance.
- 8 – Planifier et évaluer les acquis : au bout d'une période donnée (premier semestre), un ou deux formateurs de l'ISEP se rendront dans les conseils pour la validation théorique et/ou pratique des acquis des stagiaires en présentiel et procéder à des remédiations éventuelles, pour une période de deux à cinq jours suivant le nombre de stagiaires. Ce sera également l'occasion d'organiser une réunion de synthèse sur le déroulement de la session : succès et contraintes, recueil de suggestions et d'amélioration éventuelles. A la fin du second semestre, l'équipe de formateurs (un ou deux) retournera dans chaque conseil pour la validation annuelle des acquis.

**Durée : 3 ans**

Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Renforcement du parc informatique et de la bibliothèque de l'ISEP	16000
2	2 – Organisation d'un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'ISEP sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia	3900
3	3 – Organisation d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques provenant des conseils ciblés	1100
4	Equipement de chacun des quatre conseils d'une salle informatique (avec abonnement à l'Internet) avec le centre de l'ISEP	13700
5	Organisation dans chacun des quatre conseils d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants insuffisamment ou non qualifiés	17500
6	Conception d'un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils	27000
7	Mise sur Envoi par Internet du programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis (auto-formation, présentiel)	-
TOTAL		79200

## PROJET N°4

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur de l'Éducation de Praia (ISEP)

**Titre :** Appui au Département de Langues Étrangères

### **Contexte et justification :**

Le Département des Langues Étrangères de l'Institut Supérieur d'Éducation de Praia (ISEP) est responsable de la formation des professeurs d'anglais et de français dans l'enseignement secondaire. Ainsi, depuis 1987 près d'une quinzaine de promotions de professeurs d'anglais et de français y a été formée avec une moyenne de 20 étudiants par promotion sur une période de formation de trois ans.

Afin de renforcer les connaissances et augmenter les compétences des futurs professeurs, la durée de la formation est aujourd'hui passée à cinq ans, la dernière année étant entièrement consacrée au stage pédagogique et à l'élaboration du mémoire. Actuellement le Département compte au total six promotions en formation : une 4<sup>ème</sup>, une 2<sup>ème</sup> et une 1<sup>ère</sup> année en anglais et une 3<sup>ème</sup>, 2<sup>ème</sup> et 1<sup>ère</sup> année en français, avec une moyenne de 25 étudiants par promotion.

Essentiellement transmises dans le cadre scolaire, les langues étrangères que sont l'anglais et le français sont, sans aucun doute, pour l'archipel une ouverture vers le monde extérieur et donc une garantie certaine pour des échanges et contacts pouvant promouvoir le développement de l'archipel. C'est dans ce contexte que s'inscrit leur développement dans le pays.

Pour mener à bien les tâches qui lui incombent, force est de reconnaître que le Département de Langues Étrangères rencontre des problèmes, en raison de l'insuffisance de ses moyens. Ces problèmes se situent essentiellement à trois niveaux : la formation initiale, la formation continue et la formation des formateurs.

Concernant la formation initiale, l'Institut ne dispose pas d'un laboratoire de langues qui permettrait au Département des Langues Étrangères d'assurer une formation de qualité selon les normes requises. Pour minimiser le problème, les formateurs ont recours à des magnétophones qui, malheureusement, n'ont pas les mêmes effets, en terme de qualité, qu'une cabine de laboratoire de langues dûment équipée.

Par rapport à la formation continue, l'absence au niveau de l'Institut de Centre chargé de coordonner les activités de formation continue des enseignants du secondaire sur le terrain fait que le Département de Langues n'arrive pas à organiser avec l'efficacité souhaitée à organiser des actions de formation continue en faveur des enseignants de langues dans les établissements scolaires du pays, malgré la forte demande. Les quelques rares actions menées dans ce sens se situent dans le cadre des formations regroupées sur une île et se révèlent peu fructueuses en raison des difficultés de déplacement pour certains et des coûts exorbitants des frais inhérents.

Quant à la question des formateurs de formateurs, le Département des Langues Étrangères fonctionne avec un effectif insuffisant : deux professeurs titulaires (dont la Présidente de l'Institut) pour l'anglais, et un professeur titulaire pour le français. Ce nombre très limité a obligé l'Institut à recourir au système de "contrat par accumulation" qui consiste à recruter du personnel sans formation pédagogique qui, la plupart du temps, occupe déjà un poste dans un secteur autre que l'enseignement, d'où le terme "contrat par accumulation". Ce manque de formateurs de formateurs qualifiés et exclusivement chargés, à temps plein, de former des enseignants du secondaire peut avoir des effets négatifs, à long terme, sur la qualité de la formation dispensée.

**Objectifs :**

- 1 – Disposer d'un laboratoire de langues équipé et fonctionnel pour améliorer la qualité de la formation des formateurs
- 2 – Créer au sein de l'Institut un Centre de formation continue susceptible de coordonner les actions de formation et de perfectionnement des enseignants de langues du secondaire sur l'ensemble du territoire
- 3 – Disposer au niveau de l'Institut de formateurs en langues en quantité et en qualité suffisantes
- 4 – Bénéficier de bourses d'études ou de stages de courte durée pour la formation continue des formateurs de l'Institut et des subventions pour recevoir des professeurs visiteurs dans le cadre des échanges avec l'extérieur.

**Méthodologie :**

- 1 – Disposer d'un laboratoire de langues équipé et fonctionnel pour améliorer la qualité de la formation des formateurs
- 2 – Créer au sein de l'Institut un Centre de formation continue susceptible de coordonner les actions de formation et de perfectionnement des enseignants de langues du secondaire sur l'ensemble du territoire
- 3 – Disposer au niveau de l'Institut de formateurs en langues en quantité et en qualité suffisantes
- 4 – Bénéficier de bourses d'études ou de stages de courte durée pour la formation continue des formateurs de l'Institut et des subventions pour recevoir des professeurs visiteurs dans le cadre des échanges avec l'extérieur

**Coûts estimatifs :**

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Disposition d'un laboratoire de langues équipé et fonctionnel pour améliorer la qualité de la formation des formateurs	168000
2	Création au sein de l'Institut d'un Centre de formation continue susceptible de coordonner les actions de formation et de perfectionnement des enseignants de langues du secondaire sur l'ensemble du territoire	Cf. Projet suivant
3	Disposition au niveau de l'Institut de formateurs en langues en quantité et en qualité suffisantes	12500
4	Obtention de bourses d'études ou de stages de courte durée pour la formation continue des formateurs de l'Institut et des subventions pour recevoir des professeurs visiteurs dans le cadre des échanges avec l'extérieur	2500
TOTAL		183000

## PROJET N°5

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur de l'Education de Praia (ISEP)

**Titre :** Création d'un Centre de Recherche au sein de l'Institut Supérieur d'Education de Praia (ISEP)

### Contexte et justification :

L'Institut Supérieur d'Education de Praia, malgré son caractère universitaire, ne dispose pas encore de Centre de Recherche susceptible d'impulser les innovations dans sa mission de formation tant pédagogique, didactique que scientifique. Cette situation semble avoir des répercussions négatives sur les capacités d'adaptation de ces formateurs aux nouveautés et leur participation au développement de la recherche au niveau international. La création de ce Centre pourrait également faciliter les missions d'enseignement de professeurs visiteurs dans l'Institut. Ceci serait d'autant plus facile à mettre en œuvre que l'Institut entretient déjà des accords de coopérations avec des universités d'autres pays. La difficulté majeure actuelle de l'Institut est de pouvoir bénéficier d'appui financier susceptible, d'une part, de faciliter les échanges d'enseignants entre instituts similaires ou avec d'autres universités, d'autre part, des actions de recherche localement faisable par ses formateurs.

### Objectifs :

- 1 - Créer un Centre de Recherche au sein de l'Institut Supérieur d'Education de Praia susceptible de soutenir la mise en œuvre de programmes de recherche et d'échanges d'expériences tant au niveau national qu'international (séminaires, colloques, ateliers, autres rencontres, etc.).
- 2 – Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de perfectionnement en faveur des formateurs de l'Institut pour atteindre les objectifs suivants : 25% d'enseignants avec doctorat ; 50% possédant un diplôme d'études approfondies et 25% une maîtrise et une spécialisation.
- 3 – Mettre en place un système de collecte, de conservation, d'information et de gestion des ouvrages (mémoires, publications et thèses) des étudiants et des formateurs de l'Institut.
- 6 - Promouvoir l'élaboration de projets de recherches et les échanges interculturels

**Durée :** 2 ans

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Diagnostic, et élaboration d'un cadre juridique pour la création et le fonctionnement du Centre de recherche au sein de l'ISEP ; élaboration et mise en œuvre des programmes de perfectionnement des formateurs de l'Institut, de co-recherche en partenariat avec d'autres Institutions ; mise en place d'un mécanisme de collecte, de conservation, d'information et de gestion des ouvrages (mémoires, publications et thèses)	52000
TOTAL		52000

## PROJET N°6

Institution initiatrice : Ecole de formation des enseignants de Mindelo (EFEM)

Titre : Projet de rénovation et de renforcement de la bibliothèque

### Contexte et justification :

La bibliothèque de l'Ecole de Formation des Enseignants de Mindelo (EFEM) dispense un service au bénéfice principalement des étudiants, stagiaires et formateurs de formateurs de l'établissement. Elle collectionne et organise en vue des prêts à domicile et de la consultation sur place des collections encyclopédiques, des ouvrages spécialisés et généraux adaptés aux besoins documentaires courants et réguliers du public, à des fins d'information, de formation permanente et d'enrichissement culturel. Elle collecte et conserve également, à des fins de mémoire, le patrimoine imprimé, iconographique et sonore de l'Institut. Elle met à la disposition du public tous les moyens nécessaires aux recherches documentaires. Dans ce sens elle entend œuvrer, en coopération avec les autres unités documentaires d'autres structures, à l'édification d'un réseau documentaire local, régional et national en vue de permettre l'accès de toute la population scolaire aux ressources extérieures et de rendre accessibles depuis l'extérieur ses propres ressources. Pour en faciliter l'accès et le fonctionnement, un personnel spécifique et du matériel de gestion approprié sont nécessaires. Le présent projet vise à aider à la bonne mise en œuvre de ce programme.

### Objectifs :

- 1 - Actualiser et renforcer la bibliothèque par l'acquisition d'ouvrages tant spécialisés que généraux
- 2 – Obtenir un abonnement à certaines revues spécialisées à caractère pédagogique et scientifique
- 3 - Acquérir du matériel informatique, de duplication et de rangement susceptible d'améliorer la gestion quotidienne de la bibliothèque
- 4 – Disposer de deux gestionnaires suffisamment formés à l'utilisation du matériel informatique de gestion de la bibliothèque.

Durée : 1 an

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Actualisation et renforcement de la bibliothèque par l'acquisition du matériel informatique, de duplication et de rangement susceptible d'améliorer la gestion quotidienne de la bibliothèque et d'ouvrages tant spécialisés que généraux + Abonnement à certaines revues spécialisées à caractère pédagogique et scientifique	18600
2	Formation de deux gestionnaires à l'utilisation du matériel informatique de gestion de la bibliothèque	720
TOTAL		19320

## PROJET N°7

**Institution initiatrice :** Ecole de formation des enseignants de Mindelo (EFEM)

**Titre :** Projet de formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base par l'utilisation de modèles alternatifs

### **Contexte et justification :**

Face à la dégradation de la qualité de l'enseignement liée au manque d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans l'enseignement de base, d'une part, à l'aggravation des disparités régionales dans l'offre de formation (équité géographique), d'autre part, l'Ecole de Formation des enseignants de Mindelo (EFEM), en relation avec les autorités administratives, est de plus en plus sollicitée pour définir un programme spécifique de formation continue au bénéfice des enseignants du niveau concerné dont la qualification professionnelle est jugée insuffisante ou inexistante. Le modèle classique actuel de formation des enseignants s'étant révélé insuffisant pour faire face à des besoins de formation continue dont les bénéficiaires se trouvent éparpillés sur différents conseils situés dans des îles éloignées les unes des autres, la mise en œuvre de ce programme spécifique devra s'appuyer, pour être efficace, sur des modèles alternatifs susceptibles de disposer dans chaque conseil d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans un bref délai. Le présent projet a été conçu pour répondre à cette préoccupation.

### **Objectif :**

Concevoir et mettre en œuvre un programme de formation continue en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés actuellement en activité dans les établissements scolaires susceptible de leur faire acquérir les compétences scientifiques et pédagogiques en rapport avec les exigences de la réforme de l'enseignement de base en cours.

**Bénéficiaires :** environ 200 enseignants des conseils couverts par l'EFEM

### **Méthodologie :**

- 1 – Renforcer le parc informatique de l'Ecole de Formation des Enseignants de Mindelo (EFEM).
  - 2 – Organiser un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'EFEM sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia.
  - 3 – Organiser un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques provenant des quatre conseils ciblés. Ces personnes-ressources auront, après leur stage, en charge la gestion future des centres informatiques à installer dans les différents conseils et la démultiplication de la formation auprès des enseignants insuffisamment ou non qualifiés ciblés par le projet. NB : L'encadrement pédagogique de ce séminaire devra être assuré par les formateurs de l'EFEM ayant déjà bénéficié d'une formation similaire.
  - 4 – Equiper chacun des conseils d'une salle informatique avec abonnement à l'Internet avec le centre de l'EFEM ; cette salle pourrait être abritée par une école qui servirait d'école pilote polarisant les autres établissements scolaires du conseil concerné. Il s'agit ici de disposer, dans chacun des conseils intéressés, d'une salle spécialement aménagée dans un établissement pilote.
  - 5 – Organiser dans chacun des conseils un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants insuffisamment ou non qualifiés.
- NB : L'encadrement pédagogique de ce séminaire devra être assuré par les personnes-ressources ou conseillers pédagogiques du conseil concerné ayant déjà bénéficié d'une formation similaire.
- 6 – Concevoir un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils. Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'EFEM, chacun dans son domaine de compétence, avec échanges disciplinaires et interdisciplinaires.
  - 7 – Envoyer par Internet aux enseignants ciblés le programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis (auto-formation, présentiel). On pourrait envisager par exemple que les enseignants stagiaires travaillent individuellement et envoient par Internet les exercices à corriger à l'EFEM.

Cette activité sera effectuée par les formateurs de l'EFEM chacun dans son domaine de compétence, avec échanges disciplinaires et interdisciplinaires. Cela nécessitera assurément la mise en place au niveau de l'EFEM d'une cellule pédagogique pluridisciplinaire de concertation pour l'harmonisation des grilles et procédures de validation des acquis des enseignants concernés par la formation à distance.

8 – Planifier et évaluer les acquis : au bout d'une période donnée (premier semestre), un ou deux formateurs de l'EFEM se rendront dans les conseils pour la validation théorique et/ou pratique des acquis des stagiaires en présentiel et procéder à des remédiations éventuelles, pour une période de deux à cinq jours suivant le nombre de stagiaires. Ce sera également l'occasion d'organiser une réunion de synthèse sur le déroulement de la session : succès et contraintes, recueil de suggestions et d'amélioration éventuelles. A la fin du second semestre, l'équipe de formateurs (un ou deux) retournera dans chaque conseil pour la validation annuelle des acquis.

Durée : 3 ans

Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Renforcement du parc informatique et de la bibliothèque de l'EFEM	20600
2	Organisation d'un séminaire de 5 jours de mise à niveau au bénéfice des formateurs de l'EFEM sur l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia	1100
3	3 – Organisation d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice de personnes-ressources ou conseillers pédagogiques provenant des conseils ciblés	1100
4	Equiper de chacun des quatre conseils d'une salle informatique (avec abonnement à l'Internet) avec le centre de l'EFEM	36700
5	Organisation dans chacun des quatre conseils d'un séminaire de formation de 5 jours à l'utilisation didactique de l'outil informatique multimédia au bénéfice des enseignants insuffisamment ou non qualifiés	2100
6	Conception d'un programme modulaire de formation continue à distance et des modules en faveur des enseignants non ou insuffisamment qualifiés en activité dans les quatre conseils	3200
7	Envoi par Internet du programme modulaire, planifier et démarrer les apprentissages ainsi que les mécanismes de validation des acquis (auto-formation, présentiel)	-
TOTAL		64800

## PROJET N°8

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur de l'Education de Mindelo (ISEM)

**Titre :** Projets d'appoint pour l'amélioration des conditions de travail dans l'Institut Supérieur de l'Education de Mindelo (ISEM)

### Contexte et justification :

L'Institut Supérieur de l'Education de Mindelo (ISEM) est le deuxième établissement du pays, après celui de Praia, ayant en charge la formation des enseignants de l'enseignement secondaire. L'ISEM s'est spécialisé dans la formation des enseignants de langues (Portugais et Français).

Pour son fonctionnement, l'ISEM ne dispose pas actuellement de matériel de reprographie fonctionnel et son laboratoire de langues est sans équipement. Les formateurs ne disposent même pas de magnétophone. Ceci ralentit significativement le déroulement normal des cours et, partant, l'efficacité des services de formation offerts aux étudiants.

Par ailleurs, un autre problème auquel l'ISEM se trouve actuellement confronté est celui de la situation que vit la plupart de ces étudiants (futurs professeurs) sans bourse d'études. La situation est d'autant plus préoccupante qu'une bonne partie de ces étudiants n'est pas originaire de l'île de Sao Vicente qui abrite l'ISEM. Face aux nombreux frais que réclame la formation (hébergement, inscription, saisie et duplication des documents de travail, déplacements, etc.), on observe de plus en plus une tendance à l'abandon de la formation par ces étudiants sans bourse et le plus souvent originaires de milieu familial défavorisé. C'est pour faire face à tous ces problèmes que le présent projet a été élaboré.

### Objectifs :

- 1 – Acquérir du matériel de reprographie susceptible de répondre aux sollicitations pédagogiques des formateurs et des étudiants
- 2 – Acquérir du matériel pour le laboratoire de langues
- 3 – Obtenir un certain nombre de bourses d'études en faveur des étudiants déshérités de l'ISEM

### Méthodologie :

Au regard de la forte demande de formation à laquelle l'ISEM doit faire face, d'une part, à l'urgence d'améliorer le cadre de travail des formateurs comme des étudiants, l'atteinte de ces objectifs nécessite des démarches auprès des partenaires au développement suivant l'ordre de priorité. Il s'agit d'abord d'acquérir du matériel de reprographie susceptible de faire face au besoin de duplication de documents pédagogiques et de l'équipement pour le laboratoire de langues à même de permettre d'assurer une formation de qualité selon les normes requises.

Ensuite, l'acquisition des bourses d'études en faveur des étudiants déshérités constitue pour les autorités de l'Institut un problème d'importance capitale pour la motivation de la majorité des étudiants en situation de désespoir avancé au regard des difficultés tant sociales que pédagogiques auxquelles ceux-ci sont aujourd'hui confrontés et qui se traduisent le plus souvent par les absences et retards souvent observés.

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Acquisition du matériel de reprographie et de laboratoire de langues	181110
2	Obtention d'une dizaine de bourses d'études pour les étudiants (futurs enseignants)	5000
TOTAL		186110

## PROJET N°9

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur du Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo (ISECMAR)

**Titre :** Projet de rénovation et de renforcement de la bibliothèque de l'ISECMAR

### Contexte et justification :

La bibliothèque de l'ISECMAR dispense un service au bénéfice principalement des étudiants, stagiaires et formateurs de formateurs de l'établissement. Elle collectionne et organise en vue de prêt à domicile et de la consultation sur place des collections encyclopédiques, des ouvrages spécialisés et généraux adaptés aux besoins documentaires courants et réguliers du public, à des fins d'information, de formation permanente et d'enrichissement culturel. Elle collecte et conserve également, à des fins de mémoire, le patrimoine imprimé, iconographique et sonore de l'Institut. Elle met à la disposition du public tous les moyens nécessaires aux recherches documentaires. Dans ce sens elle entend œuvrer, en coopération avec les autres unités documentaires d'autres structures, à l'édification d'un réseau documentaire local, régional et national en vue de permettre l'accès de toute la population scolaire aux ressources extérieures et de rendre accessible depuis l'extérieur ses propres ressources. Pour en faciliter l'accès et le fonctionnement, un personnel spécifique et du matériel de gestion approprié sont nécessaires.

La particularité de ce projet tient du fait que l'ISECMAR a aujourd'hui en charge la formation de 90 professeurs de l'enseignement technique et professionnel ; la vétusté de sa bibliothèque, un des seuls rares centres d'excellence pour la réactualisation de leurs connaissances scientifiques et pédagogiques, surtout dans le domaine technique où les normes évoluent vite, est devenue pour les formateurs de formateurs de l'institut comme pour l'administration une préoccupation majeure. Le présent projet vise à aider davantage la bibliothèque à assurer la bonne mise en œuvre de ses missions. Le présent projet vise à aider à la bonne mise en œuvre de ce programme.

### Objectifs :

- 1 - Actualiser et renforcer la bibliothèque par l'acquisition d'ouvrages tant spécialisés que généraux
- 2 - Obtenir un abonnement à certaines revues spécialisées à caractère pédagogique et scientifique
- 3 - Acquérir du matériel informatique, de duplication et de rangement susceptible d'améliorer la gestion quotidienne de la bibliothèque
- 4 - Disposer de deux gestionnaires suffisamment formés à l'utilisation du matériel informatique de gestion de la bibliothèque.

**Durée :** 1 an

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Actualisation et renforcement et de la bibliothèque de l'ISECMAR	18600
2	Formation de deux bibliothécaires	720
TOTAL		19320

## PROJET N°10

**Institution initiatrice :** Institut Supérieur du Génie et des Sciences de la Mer de Mindelo (ISECMAR)

**Titre :** Réhabilitation du laboratoire de Génie Civile de l'ISECMAR

### Contexte et justification :

L'Institut Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer (ISECMAR), ex Centre de Formation Nautique, a complété sa 19<sup>ème</sup> année d'existence. Initialement créé pour former les officiers de la marine marchande des îles du Cap Vert, l'ISECMAR s'est vue dans l'obligation d'augmenter son domaine d'action (Informatique, Electronique, Mécanique, Transport et Communication, Sécurité Maritime, Pêches, Sciences Exactes et Biologie Marine) en raison d'une part de la nécessité de combler une demande interne et d'autre part de participer activement à la consolidation de la formation des cadres supérieurs capverdienne.

En 1997, l'ISECMAR a reçu une sollicitation du gouvernement pour la formation des futurs professeurs de l'enseignant technique et professionnel en construction civil, mécanique, électricité, électronique et artistique. Le défi a été relevé et les professeurs formés après trois années de dur labeur à cause des carences en laboratoires, qui ont été surmontées dans certaines spécialités (électronique, électricité, etc.) grâce à la coopération bilatérale avec d'autres pays.

En 2001, étant donné l'expérience déjà acquise et des besoins nationaux de développement de l'enseignant technique et professionnel, l'ISECMAR a ouvert une formation en génie civil pour 30 étudiants. En 2003, les 30 étudiants sont en fin deuxième année et vont commencer en février leur troisième année. C'est pour parer à l'insuffisance des infrastructures de qualité susceptibles de soutenir efficacement la formation que l'Institut se trouve dans l'urgente nécessité de créer un laboratoire de génie civil. C'est dans ce but que le présent projet a été élaboré.

### Objectifs :

Les objectifs visés sont les suivants :

- 1 - Consolider la formation des professeurs de l'enseignement technique et professionnel ;
- 2 – Donner aux étudiants (futurs professeurs) les possibilités de tester et vérifier la nature et la résistance mécanique des matériaux utilisés au Cap Vert dans la construction civile ;
- 3 - Former 20 à 25 futurs professionnels de ce domaine, chaque année, capables de donner à la communauté un service de qualité irréprochable et à même de doter le pays de règlements appropriés dans le domaine de la construction civile.

**Durée :** 1 an

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Acquisition des équipements pour le laboratoire de Génie civil de l'ISECMAR	47000
TOTAL		47000

## PROJET N°11

**Institution initiatrice :** Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (DGAEA)

**Titre :** Formation de formateurs (animateurs) en alphabétisation et éducation des adultes

### Contexte et justification :

Dans le cadre du programme de formation, perfectionnement et reconversion du profil des agents de l'enseignement de base et des animateurs d'adultes, la Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (DGAEA) a mis en place un plan de formation des animateurs en exercice, en collaboration avec l'Institut Pédagogique de Praia.

Mené en deux phases, ce plan de formation en exercice avait pour objectifs : i) d'améliorer la capacité professionnelle des animateurs à travers une formation essentiellement pratique et dirigée ; ii) d'ajuster la formation des animateurs aux nouvelles exigences et besoins de l'éducation de base des jeunes et des adultes ; iii) de donner aux animateurs d'adultes, à travers une certification, la possibilité d'une entrée progressive dans la carrière professionnelle d'enseignants de la fonction publique (Statut du Personnel Enseignant).

La première phase (1994-96) a certifié 300 animateurs. Cette formation en exercice a été développée à travers l'enseignement à distance, suivi par des formateurs (appelés animateurs) à des périodes préétablies pour les sessions présentielles et à distance. Elle était accompagnée de matériels écrits et audio-visuels. La DGAEA, dans le cadre du nouveau Plan Curriculaire et des nouveaux besoins, se propose de mener une deuxième phase de formation, d'une durée de deux ans, au bénéfice de 250 animateurs actuellement en fonction et 50 nouveaux recrutés (dans le cadre du Plan National de l'Education Pour Tous).

La formation intègre trois composantes : a) - Auto-formation (lectures et synthèses d'ouvrages) ; b) - Sessions présentielles portant sur les disciplines de base (langue, mathématiques, sciences sociales et sciences naturelles) ; c) - Observation de la pratique.

### Principes pédagogiques et méthodologiques :

La formation en exercice des animateurs d'adultes vise à donner aux animateurs une formation pédagogique théorico-pratique qui puisse leur permettre d'améliorer leur travail. Parmi les principes pédagogiques et méthodologiques qui orientent cette action de formation en exercice, nous soulignons les suivants : a) *Adéquation à des contextes différenciés* ; b) *Insertion de l'animateur dans le contexte du cercle de culture et de la communauté* ; c) *Individualisation – autoformation* ; d) *Action-recherche - formation permanente* ; e) *Intégration théorie-pratique*.

### Système d'évaluation :

L'évaluation est une composante intrinsèque du processus de formation en exercice. Elle permet d'examiner au fur et à mesure le degré de cohérence pédagogique du programme. L'évaluation formative s'avère ainsi plus appropriée et est exigée par la nature même de la formation en exercice qui postule le suivi et l'orientation du formé dans le processus de formation. Les formateurs et les animateurs sont les principaux acteurs du système d'évaluation. Ainsi, tous les impliqués devront s'auto-évaluer et être évalués de manière systématique et effective, par l'auto-critique ou par des pratiques quotidiennes.

### Coûts estimatifs :

N°	DESCRIPTION DES ACTIVITES	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Perfectionnement des formateurs (séminaires et rencontres d'échanges)	20000
2	Supports de formation (cahiers pédagogiques et bibliographie de base)	20000
3	Formation des animateurs (organisation des sessions présentielles)	100000
4	Suivi pédagogique (observation de la pratique)	60000
5	Evaluation	5000
TOTAL		205000

## COUT ESTIMATIF GLOBAL

N°	Intitulé du projet	COUTS ESTIMATIFS en \$US
1	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base (Ecole de formation des enseignants de Praia)	74340
2	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Institut Supérieur de l'Education de Praia)	18000
3	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement du secondaire par l'utilisation de modèles alternatifs (Institut Supérieur de l'Education de Praia)	79200
4	Appui au Département de Langues Etrangères (Institut Supérieur de l'Education de Praia)	18300
5	Création d'un Centre de Recherche (Institut Supérieur de l'Education de Praia)	52000
6	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Ecole de formation des enseignants de Mindelo)	19320
7	Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base par l'utilisation de modèles alternatifs (Ecole de formation des enseignants de Mindelo)	64800
8	Projets d'appoint pour l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage (Institut Supérieur de l'Education de Mindelo)	186110
9	Rénovation et renforcement de la bibliothèque (Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo)	19320
10	Réhabilitation du laboratoire de Génie Civile (Institut Supérieur de Génie et Sciences de la Mer de Mindelo)	47000
11	Formation des animateurs en alphabétisation et éducation des adultes (Direction Générale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes)	205000
TOTAL GENERAL		783390

## ANNEXES

Quelques projets initiaux présentés par certaines Institutions de Formation des Enseignants :

- PROJETS DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION DE PRAIA
- PROJETS DE L'ECOLE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS DE PRAIA
- PROJETS DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GENIE ET DES SCIENCES DE LA MER DE MINDELO

## PROJETS DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE L'ÉDUCATION DE PRAIA

### PROJET 1

**Titre : Plan stratégique pour le développement de l'Institut Supérieur**

**Contexte et justification :** L'ISE se confronte actuellement avec la révision de son plan curriculum et envisage préparer les enseignants pour qu'ils puissent accepter leur nomination aux postes situées dans les régions plus défavorisées et pour atteindre cette finalité, l'Institut a élaboré ce projet.

**Objectifs :** Concevoir un plan stratégique pour l'année 2004

Etablir et mettre en place un plan de formation continue des enseignants de l'Institut pour les niveaux de maîtrise et doctorat et l'spécialisation en domaines spécifiques.

Assistance technique pour la réorganisation des organes de gestion et pour l'examen et revue de la législation.

**Plan d'activités :**

#### **1. Plan stratégique**

Elaboration du plan stratégique et sa discussion

#### **2. Formation continue**

1. Elaboration d'un plan de formation continue pour atteindre les objectifs suivants : 25% d'enseignant avec doctorat ; 50% diplômes d'études approfondis et 25% avec maîtrise et spécialisations

2. Signature de protocoles avec des universités au Portugal

3. Octroi de bourse d'études

4. Protocoles avec des universités portugaises pour l'acceptation de professeurs visiteurs pour l'ISE.

#### **3. Réorganisation/Formation des organes de gestion**

Diagnostic de fonctionnement des organes de Gestion de l'ISE

Stages pour l'équipe de la gestion

Commande de softwares

Revue de la législation

**Coûts :** 446 017 euros

**Montant demandé à l'UNESCO** 261 008 euros

## PROJET 2

**Titre : Création et restructuration de modalités de formation**

**Contexte et justification ( ...)**

### **Objectifs :**

Adapter le plan curriculaire de l'ISE à la réalité du système éducatif national  
Faire le diagnostique des modalités de formation existantes dans l'ISE  
Présenter des propositions de réorganisation des modalités de formation  
Présenter des propositions de nouvelles modalités de formation  
Garantir l'équivalence parmi les modalités de formation de l'ISE et celles d'autres universités  
Capaciter les enseignants de l'ISE  
Promouvoir la coopération avec d'autres institutions  
Obtenir des fonds pour le fonctionnement de différentes modalités de formation par le biais de la coopération portugaise.

### **Plan d'activités**

Diagnostique des modalités de formation et du plan curriculaire de l'ISE  
Elaboration de propositions de modalités de formation  
Elaboration de la législation, plan économique e financier pour mettre en œuvre les modalités de formation  
Actions de capacitation menées  
Etablissement d'accords de coopération visant l'obtention de fonds

**Coûts :** 3 628 EUROS

**Montant demandé à l'UNESCO :** 195 892 Euros

## PROJET 3

**Titre : Création d'un centre de recherche**

### **Contexte et justification**

Manque de capacités endogènes pour l'analyse du système éducatif ; ces capacités devront être formées par l'institut supérieur de l'éducation lequel sera renforcé pour qu'il puisse promouvoir des études et recherches appliquées à l'éducation..

### **Objectifs :**

Consolider les unités et centres de recherche de l'ISE.  
Mettre en réseau les centres et unités de recherche l'ISE avec les centres internationaux de recherche et savoir.  
Identification et compilation des ouvrages concernant les dissertations élaborées par les étudiants qui ont fini leur licence, maîtrise et doctorat.  
Appuyer financièrement les professeurs et chercheurs pour qu'ils puissent participer aux séminaires colloques, etc.  
Doter les centres de recherches d'ouvrages.  
Promouvoir l'élaboration de projet de recherches  
Promouvoir des échanges culturels  
Remise de prix pour les meilleures activités de recherche

### **Plan d'activités**

Diagnostique des unités et centres de recherche de l'ISE  
Elaboration des plans d'action pour le développement des unités de recherches à partir de l'établissement de partenariats stratégiques.  
Identification d'ouvrages de dissertation  
Démarches visant l'obtention d'un fond pour financier les participants aux séminaires, colloques, etc.  
Commande d'ouvrages  
Octroi des prix aux acteurs de meilleurs ouvrages  
Démarches pour obtenir fonds pour appuyer l'édition d'ouvrages de dissertation

**Durée :** 2 ans

**Coûts :** 46. 796

**Montant demandé à l'UNESCO :** 34 462

## PROJET 4

### Titre : Renforcement des capacités de la Bibliothèque de l'ISE

**Contexte et Justification :** La bibliothèque de l'ISE dispense un service au bénéfice principalement des étudiants, stagiaires et formateurs de formateurs de l'établissement. Elle constitue et organise en vue de prêt à domicile et de la consultation sur place des collections encyclopédiques et pluralistes, des ouvrages spécialisés adaptés aux besoins documentaires courants et réguliers du public, à des fins d'information, de formation permanente, d'enrichissement culturel. Elle collecte et conserve, à des fins de mémoire, le patrimoine imprimé, iconographique et sonore de l'Institut. Elle met à la disposition du public tous les moyens nécessaires aux recherches documentaires et œuvre, en coopération avec les autres unités documentaires d'autres structures, à l'édification d'un réseau documentaire local, régional et national en vue de permettre l'accès de la population scolaire aux ressources extérieures et de rendre accessible depuis l'extérieur ses propres ressources. Pour en faciliter l'accès et le fonctionnement, un personnel spécifique et du matériel de gestion sont nécessaires. Le présent projet vise à aider davantage la bonne mise en œuvre de ces missions de la bibliothèque.

### Objectifs :

Renforcer et actualiser la bibliothèque par l'acquisition d'ouvrages tant spécialisés que généraux

Acquérir du matériel informatique, de duplication et de rangement susceptible d'améliorer l'utilisation de la bibliothèque

Former les gestionnaires de la bibliothèque à l'utilisation du matériel informatique de gestion.

### Méthodologie et Planning des activités

N°	Désignation des activités	Année			
		1 T	2 T	3 T	4 T
1	Elaboration de listes bibliographiques pour chaque département				
2	Commande des ouvrages et du matériel informatique, de rangement et de duplication				
3	Formation des gestionnaires à l'utilisation de l'outil informatique				
4	Mise en place des ouvrages et informatisation de la gestion				
5	Abonnement à des revues spécialisés				

- Acquisition de deux unités complètes d'ordinateurs de grande capacité avec une imprimante dont l'une est destinée à la gestion des entrées et sorties d'ouvrages et l'autre à la recherche documentaire des usagers de la bibliothèque

- Acquisition de photocopieur à grande vitesse à la disposition des usagers de la bibliothèque + accessoires + consommables

- Acquisition de mobilier de rangement des ouvrages

Coûts : 102 118 Euros

Montant demande à l'UNESCO : 99 397 Euros

## PROJET 5

### Titre: Nouvelles méthodologies de formation

#### Contexte et Justification

Compte tenu des disparités régionales et de l'insularité du CAP-Vert, l'ISE envisage de développer un système d'enseignement à distance pour faciliter l'accès de tous ceux qui souhaitent s'inscrire à l'institut. Embrasser ce type d'enseignement permettra à l'ISE d'élargir son intervention à la formation d'autres agents éducatifs.

#### Objectifs :

Créer des conditions pour l'installation d'un réseau de formation à distance avec des équipements et moyens.

Préparer une modalité expérimentale de formation à distance en Gestion et Planification de l'Éducation

Equiper 6 centres de ressources.

Elaborer et mettre en place programmes et matériels de formation.

Développement, suivi et évaluation de la modalité de formation à distance en Gestion et Planification de l'Éducation

#### Plan d'activités

Assistance technique pour l'élaboration d'un programme de formation à distance

Identification des particularités techniques des équipements

Design et programmation de la modalité de formation à distance en gestion de l'éducation

Equiper 6 centres de ressources

Elaborer les programmes de formation et préparation des matériels de formation

Actions de formations menées.

Développement, suivi et évaluation de la formation.

**Durée :** 2 ans

**Coûts :** 222 736 Euros

**Montant demandé à l'UNESCO :** 103.750 Euros

## PROJET 6

### Titre : Système de suivi et monitoring des diplômés

#### Contexte et justification :

Besoin d'évaluer la qualité de formation, après vingt ans de l'existence de l'institution, pour mieux appuyer le processus de restructuration de l'institution.

#### Objectifs :

Créer des conditions pour l'installation d'un observatoire pour évaluer l'impact de la formation reçue dans la vie des diplômés de l'ISE.

Préparer un plan d'action pour la mise en oeuvre de mécanisme de suivi, en partenariat avec une institution spécialisée.

Promouvoir la recherche/action pour évaluer la qualité des formations reçues.

Évaluer le processus

#### Plan d'activités

Assistance technique pour la conception de l'observatoire de l'impact de la formation

Préparation du plan d'action pour la création de mécanisme de suivi et monitoring.

Développement de recherche/action

Diffusion des résultats de la recherche et prise en compte par l'ISE des recommandations dans le processus de restructuration.

Évaluation du processus

**Durée :** 2 ans

**Coûts :** 35 188 Euros

**Montant demandé à l'UNESCO :** 30 653 euros

## Projet de l'École de Formation des enseignants de l'Enseignement de Base de Praia

**Titre :** Formation continue et intensive des enseignants en exercice dans l'enseignement de base

**Contexte et justification :** Face à la dégradation de la qualité de l'enseignement liée au manque d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans l'enseignement de base, d'une part, à l'aggravation des disparités régionales dans l'offre de formation (équité géographique), d'autre part, l'École de Formation des enseignants de Praia, en relation avec les autorités administratives, est de plus en plus sollicitée pour définir un programme spécifique de formation continue au bénéfice des enseignants du niveau concerné dont la qualification professionnelle est jugée insuffisante ou inexistante. Le modèle classique actuel de formation des enseignants s'étant révélé insuffisant pour faire face à des besoins de formation continue dont les bénéficiaires se trouvent éparpillés sur différents conseils ou îles éloignées les unes des autres, la mise en œuvre de ce programme spécifique devra s'appuyer sur des modèles alternatifs susceptibles non seulement pour disposer d'enseignants qualifiés en nombre suffisant dans un bref délai, mais aussi et surtout pour avoir une équité dans l'offre de formation à toutes les régions du pays.

### **Objectifs :**

- 1 - Concevoir et expérimenter des modèles alternatifs de formation continue des enseignants pour résoudre le problème des enseignants non qualifiés encore en activité dans les établissements ;
- 2 - Ajuster la formation continue des enseignants aux exigences de la réforme de l'Enseignement de Base en cours ;
- 3 - Améliorer la qualification des enseignants sans formation en leur faisant acquérir les compétences nécessaires aux nouvelles exigences de l'Enseignement de Base ;
- 4 - Informer les enseignants qualifiés sur les nouveautés pédagogiques en didactique et en évaluation des acquis des élèves.

### **Plan d'activités**

- 1 - Analyse et discussion du document de projet par les partenaires et bailleurs de fonds
- 2 - Approbation du document de projet par le Ministre de l'Education
- 3 - Assistance technique pour l'élaboration du modèle de formation à distance
- 4 - Commande de matériels
- 5 - Préparation et installation de l'Unité centrale de formation à l'École de formation des enseignants –Praia
- 6 - Formation de l'équipe technique de l'Institut pédagogique et des CIRC's régionales.
- 7 - Installation d'équipement informatique
- 8 - Assistance technique pour la conception du modèle de formation de planificateurs de matériels pédagogiques
- 9 - Préparation des manuels et d'autres matériels
- 10 - Formation de l'équipe d'encadrement
- 11 - Installation du système de coordination et suivi
- 12 - Planification et programmation des actions pour mettre en place les modalités de formation
- 13 - Mise en place de la formation.

**Durée :** 3 ans

**Bénéficiaires cibles :** - enseignants de l'enseignement de base non qualifiés  
- enseignants qualifiés en exercice (réactualisation)

**Coûts :** 98 500. 000\$00 ECV ou 100 000 USD

**Montant demandé à l'UNESCO :** 100 000 USD



REPÚBLICA DO CAP-VERT  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA VALORISATION DES RESSOURCES HUMAINES

## INSTITUT SUPERIEUR DE GENIE ET DES SCIENCES DE LA MER

RIBEIRA DE JULIÃO, MINDELO, - C.P. 163 - S.VICENTE – Telef. 326562/326561/321129

Fax 326563 TELEX 3032 MARPOR CV

### PROJET DE CREATION D'UN LABORATOIRE DE GENIE CIVILE

**Pays : République du Cap-vert**

**Institue ( ISECMAR ) : Institue Supérieur de Génie et des Sciences de la Mer ( ISECMAR)**

#### Introduction

ISECMAR, ex CFN ( Centre de Formation Nautique) a compléter sa 19<sup>o</sup> année d'existence. Initialement créé pour former les officiers de la marine marchande des îles, du Cap Vert L'ISECMAR c'est vue dans l'obligance d'augmenter son domaine d'action (Informatique, Electronique, mécanique, Transport et Communication, Sécurité Maritime, Pêches, Science Exacte et Biologie Marine) dû : d'un côté a la nécessiter de combler une demande interne et d'un notre côté de participer activement a la consolidation de la formation des cadres supérieurs capverdienne.

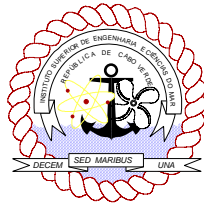
En 1997 L'ISECMAR a reçu une sollicitation du gouvernement, dont l'objective été la consolidation de la formation des futurs professeurs de l'enseignant technique et professionnel en construction civile, mécanique/électricité/électronique, et artistique. Le dévie à été relevé, et les professeurs former après trois années de dur labour mais avec des carences en laboratoires qui ont été supère grâce aux excellentes relations de coopération existante avec d'autre pays. En 2001 étant donnée expérience déjà acquise et du nombre d élève sortant de l'enseignant technique professionnel, L'ISECMAR a décidé d'ouvrir une formation en génie civil pour 30 élèves. En 2003 les 30 étudiants sont en fin deuxième année et vont commencer en février leur troisième année, et c'est dans ce but que nous nous sentons obliger d'avoir à créer un laboratoire de génie civil a S Vicente.

Les objective a atteindre serons les suivantes

- Consolider la formation des professeurs de l'enseignant technique et professionnel ;
- Tester et vérifier la nature et la résistance mécanique des matériaux utiliser au Cap Vert dans la construction civil ;
- Former 20 a 25 futurs professionnels de ce domaine chaque année avec beaucoup plus de capacité critique ;
- Prêter à la communauté un service de qualité irréprochable ;
- Doter le pays de règlement dans le domaine de la construction civil ;
- Accompagner l'évolution technologique dans le domaine .

Et c'est dans ce but que nous vous soumettons notre projet

Le Directeur Administratif  
/Eurides Costa /



REPÚBLICA DE CABO VERDE  
MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO, CIÊNCIA E CULTURA

**INSTITUTO SUPERIOR DE ENGENHARIA E CIÊNCIAS DO MAR**  
Ribeira de Julião, Mindelo - C.P. 163 - S.Vicente - Telex 32 MARPOR CV

## Lista de Bibliografia

Engenharia Mecânica  
e  
Engenharia Civil

(LISTE NON EXHAUSTIVE)  
sélectionnée par nous à titre d'illustration

Engenharia Mecânica

---

### AUTOMAÇÃO INDUSTRIAL

---

#### Bibliografia

- Pinto, J. R. Caldas: Automação Industrial, IST, 2001
- Pinto, J. R. Caldas: Automação Industrial (Anexos), IST, 2001
- Novais, J., Método Sequencial para Automatização Electropneumática, 2ª edição, Fundação Calouste Gulbenkian, 1991
- D.W. Pessen, Industrial Automation Circuit Design and Components, A. Wiley, 1989.
- Webb, J., Programmable Logic Controllers, Principles and Applications, 2nd edition, Macmillan Publishing Company, 1992
- Warnock, I., Programmable Controllers, operation and application, Prentice Hall, 1988

---

### TRANSMISSÃO DE CALOR E MASSA I

---

#### Bibliografia

- Arpaci, V.: Conduction Heat Transfer, Addison-Wesley, 1966
- Ozisik, M.N.: Heat Transfer - A Basic Approach, McGraw-Hill, 1985
- Incropera, F.P. e Witt, D.P.: Fundamentals of Heat and Mass Transfer, Wiley, 1989
- Bejan, A.: Convection Heat Transfer, j. Wiley, 1984.

---

### CÁLCULO AUTOMÁTICO DE ESTRUTURAS

---

#### Bibliografia

- Cook, R.D.; Malkus, D.S. e Plesha, M.E.: Concepts and Applications of Finite Element Analysis, 3ª ed., Wiley, 1989
- Arora, J.S.: Introduction to Optimal Design, McGraw-Hill, 1989
- Vanderplaats, G.N.: A Fortran Program for Automated Design Synthesis, EDO Inc.

Etc.....